

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2974

17 décembre 2008

SOMMAIRE

6-24 C International	142725	Gira Management S.A.	142709
Agyr Luxembourg S.A.	142721	Hacienda Casino A.G.	142709
Ahora S.A.	142717	Holding Kirchberg S.à r.l.	142732
Alter Domus HR & Payroll Services S.à r.l.	142710	Ingenia S.à r.l.	142716
Automotive Real Estate S.à r.l.	142724	International Regency Artistic S.A.	142706
Avas S.A.	142731	Invest in Luxembourg S.A.	142722
Bastelbuttek M J S.à r.l.	142719	Jam Investment Group S.à r.l.	142752
Bati-Sécurité Services S.à r.l.	142709	Kwizda Invest A.G.	142708
Bois la Dame S.A.	142707	Lady Bird Investment S.A.	142731
C.F.I.M. Compagnie Financière d'Investis- sements Mobiliers S.A.	142715	L'Audiophile Sàrl	142730
Charterhouse Dragon I	142726	Leaderset	142707
Charterhouse Dragon II	142728	Leaderset	142709
Charterhouse Poppy I	142727	Leatherlux SA	142734
Cienega Holding B.V./S.à r.l.	142730	Les Deux Ponts Sàrl	142723
Concept Consulting - Institut Dr. Sasse & Partner S.A.	142717	Luxtelco S.A.	142709
COPS - MAES Société en nom collectif .	142728	Markio S.A.	142722
Creditanstalt Derivatives Trust	142736	Michiko S.A.	142749
Degroof Bonds	142712	Mitteleuropäische Investitionsgesellschaft S.A., en abrégé MIG S.A.	142721
Eagle JV S.à r.l.	142735	MM-Fonds Nr. 1	142709
E.P.A. - Investment Finance AG	142726	Modern Processing S.A.	142725
Euro Gastronomie, S.à r.l.	142723	Rewind Finance S.A.	142733
Euro Properties Comfort S.A.	142709	Rima Productions S.A.	142717
Fairfield S.A.	142729	Rio Doce Europa S.à r.l.	142717
Financière Chiron S.A.	142719	SAROMA invest	142726
Fintower Finance Service S.A.	142729	Securex Luxembourg	142710
Fixe	142712	Security Capital U.S. Realty Management Holdings S.A.	142720
Fixe	142706	SWC Web Consultance S.à r.l.	142722
Fricky S.A.	142732	TN3 S.C.I.	142734
FTC Futures Fund Sicav	142736	Vale Europa S.à r.l.	142717
G2M Holding S.A.	142717	VR Nürnberg (IPC)	142707
Gets Prince S.A.	142733	Waicor Immobilière S.A.	142724
Ghana S.A.	142729	Whale Bay S.A.	142750

International Regency Artistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 63.372.

Die Aktionäre der Gesellschaft INTERNATIONAL REGENCY ARTISTICS SA werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche in 55-57, avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, in den Büros der Gesellschaft FISOGEST SA am Dienstag den 6. Januar 2009 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Widerrufung eines Verwaltungsratsmitgliedes
2. Wahl eines neuen Mitglieds des Verwaltungsrats
3. Beauftragung
4. Vollmachten
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der ausgedruckten Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Generalversammlung vertreten lassen.

Jeder Aktionär, welcher der außerordentlichen Generalversammlung beiwohnen oder sich vertreten lassen will, muss seine Aktien bis spätestens den 5. Januar 2009 an folgender Adresse hinterlegen: FISOGEST SA, 55-57, avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2008152201/1218/23.

Fixe, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 28.740.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le 19 janvier 2009 à 11.30 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

I. Approuver la fusion de la Société dans le compartiment Degroof Bonds EUR TTT ("le compartiment") de DEGROOF BONDS ("la SICAV"), une Société d'Investissement à Capital Variable soumise à la partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée, et ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et, plus particulièrement après avoir entendu:

(i) le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 17 décembre 2008, et,

(ii) le rapport de révision prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et préparé par le réviseur d'entreprises INTERAUDIT S.à r.l.,

1. Approuver la fusion proposée;
2. Approuver le 23 février 2009 comme Date Effective de la fusion, telle que définie dans le projet de fusion;
3. Approuver qu'à la Date Effective, les avoirs et engagements de la Société ("les Apports") seront, lors de leur contribution à la SICAV, alloués au compartiment;
4. Approuver qu'à la Date Effective et en contrepartie des Apports de la Société, la SICAV émettra aux détenteurs d'actions de la Société des actions de capitalisation du compartiment de la SICAV tel que mentionné ci-dessus dans la proportion d'1 action nouvelle du compartiment pour 1 action existante de la Société;

5. Déclarer qu'à la suite de la fusion, la Société sera dissoute à la Date Effective et que toutes ses actions émises seront annulées.

II. Divers.

L'Assemblée ne pourra délibérer valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la Banque Degroof Luxembourg S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Par ailleurs, il est porté à la connaissance des actionnaires de la Société que:

- la Société a cessé d'émettre des actions de la Société à compter de la date de publication du présent avis de convocation;
- la Société continue à racheter les actions de la Société jusqu'à la veille du dernier jour d'évaluation précédant la Date Effective de la fusion à 16.00 heures et ce, sans frais pour les actionnaires (à l'exception des taxes et impôts prélevés par les autorités des pays où les actions sont distribuées);
- les documents suivants sont disponibles gratuitement aux actionnaires de la Société pour consultation au siège social de la Société:
 - ° le projet de fusion;
 - ° le prospectus de DEGROOF BONDS et le prospectus simplifié du compartiment;
 - ° les rapports annuels audités ainsi que les rapports de gestion de la Société et de DEGROOF BONDS pour les exercices sociaux se terminant les 31 décembre 2005, 2006 et 2007;
 - ° les rapports des Conseils d'Administration de la Société et de DEGROOF BONDS expliquant et justifiant le projet de fusion;
 - ° les rapports de INTERAUDIT S.à r.l. dont il est question dans l'Ordre du jour cidessus.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008153659/584/48.

Bois la Dame S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 98.569.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme BOIS LA DAME S.A., prédésignée, sont convoqués à l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

annuelle de ladite société anonyme qui se tiendra exceptionnellement le lundi 29 décembre 2008 à 14.00 heures au siège social sis à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2006
- approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006
- allocation du résultat pour la période s'achevant le 31 décembre 2006
- quitus aux administrateurs
- quitus au commissaire aux comptes
- pouvoirs à donner
- questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008147435/7430/19.

VR Nürnberg (IPC), Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 10. November 2008 für den Umbrella-Fonds VR Nürnberg (IPC) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im November 2008.

IPConcept Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008149286/1239/13.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08564. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Leadersel, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de Leadersel du 31 octobre 2008, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ERSEL GESTION INTERNATIONALE S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008151307/1024/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00433. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Kwizda Invest A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.714.

Im Jahre zweitausendzacht, am sechsten November.

Vor uns Notar Maître Jacques DELVAUX mit dem Amtswohnsitz in (Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, beruflich wohnhaft in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle, handelnd in seiner Eigenschaft als Bevollmächtigter des Verwaltungsrats der Gesellschaft KWIZDA INVEST A.G., Holdingaktiengesellschaft, mit Sitz in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle, aufgrund Bevollmächtigung der Gesellschaft, welche ihm durch Protokoll vom 12. September 2008 erteilt wurde. Das Protokoll der Verwaltungsratssitzung ist dem Verschmelzungsplan beigelegt.

Der Komparent ersucht den Notar zu beurkunden:

I Die Verwaltungsräte der Gesellschaft KWIZDA INVEST A.G. (nachfolgend "die aufnehmende Gesellschaft") und der Gesellschaft KWIZDA FINANZ A.G. (nachfolgend "die untergehende Gesellschaft") haben gemäß Artikel 278 und Artikel 279 des Gesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915 einen gemeinsamen Verschmelzungsplan (nachfolgend "der Verschmelzungsplan") aufgestellt.

II.- Der Verschmelzungsplan ist am 12 September 2008 gemäß Artikel 271 (1) des Gesellschaftsgesetzes notariell beurkundet worden.

Der Verschmelzungsplan wurde am 4. Oktober 2008 im Mémorial C, Nummer 2428 veröffentlicht, worüber dem beurkundenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

III.- Gemäß Punkt 6 des Verschmelzungsplanes wird die Verschmelzung zwischen den zu verschmelzenden Gesellschaften einen Monat nach Veröffentlichung des Verschmelzungsplanes im Mémorial, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, das heißt am 4. November 2008 wirksam.

IV.- Kein Aktionär bzw. keine Aktionäre, die allein oder gemeinsam mehr als 5% der Aktien am gezeichneten Kapital der aufnehmenden Gesellschaft halten, haben innerhalb des unter Punkt 7 der vorliegenden Urkunde genannten Zeitraumes die Einberufung einer außerordentlichen Hauptversammlung, die über die Genehmigung der Verschmelzung beschließt, verlangt.

VI. Die folgenden Dokumente haben in Übereinstimmung mit Artikel 267 (1) a), b), c) des Gesellschaftsgesetzes für die Dauer von einem Monat am Sitz der aufnehmenden und der untergehenden Gesellschaft zur Einsicht der Aktionäre zur Verfügung gestanden:

- der notariell beurkundete Verschmelzungsplan, so wie er am 4. Oktober im Mémorial C veröffentlicht wurde
- die Jahresabschlüsse der aufnehmenden und der untergehenden Gesellschaft bis zum 31. Dezember 2007.
- der Zwischenabschluss der aufnehmenden und der untergehenden Gesellschaft zum 30. Juni 2008.

VII. Der Stichtag, ab dem die Handlungen der übertragenden Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der übernehmenden Gesellschaft als vorgenommen gelten, ist zum 1. Juli 2008.

Die Verschmelzung zwischen der aufnehmenden und der untergehenden Gesellschaft ist damit zum 4. Oktober 2008 zwischen den zu verschmelzenden Gesellschaften wirksam geworden, sodass an dem genannten Datum die untergehende Gesellschaft definitiv aufgehört hat zu existieren.

Kosten

Die Kosten die der Gesellschaft auf Grund vorliegender Urkunde erwachsen, werden auf den Betrag von EUR 800,- abgeschätzt.

Hierüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, im Jahre, Monat und am Tage, wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesen hat der Komparent zusammen mit dem beurkundenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. LENTZ, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 14 novembre 2008, LAC/2008/46063. - Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

J. DELVAUX.

Référence de publication: 2008152573/208/53.

(080181314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Leadersel, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Leadersel, signé en date du 31 octobre 2008, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ERSEL GESTION INTERNATIONALE S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008152574/1024/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00437. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080181578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

MM-Fonds Nr. 1, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 5. November 2007, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im November 2008.

IPConcept Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008152575/1239/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03810. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080182679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

Bati-Sécurité Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 49.309.

Euro Properties Comfort S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 46.512.

Hacienda Casino A.G., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 45.982.

Luxtelco S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 87.347.

Gira Management S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 84.417.

EXTRAIT

Liquidations judiciaires

Par jugements rendus en date du 20 novembre 2008, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- la société à responsabilité limitée BATI-SECURITE SERVICES S.à.r.l., dont le siège social à L-1635 Luxembourg, 4, allée Léopold Goebel, a été dénoncé en date du 2 août 2005,

- la société anonyme EURO PROPERTIES COMFORT S.A., dont le siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix, a été dénoncé en date du 9 septembre 2004,

- la société anonyme HACIENDA CASINO A.G., dont le siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte-Croix, a été dénoncé en date du 31 août 1995,

- la société anonyme LUXTELCO S.A., dont le siège social à L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, a été dénoncé en date du 8 juin 2005,

- la société anonyme GIRA MANAGEMENT S.A., dont le siège social à L-1611 Luxembourg, 5, avenue de la Gare, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, premier juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur M^e Pascale MILLIM, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 18 décembre 2008 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

M^e Pascale MILLIM

Le liquidateur

Référence de publication: 2008153122/320/50.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01425. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01426. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01428. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01429. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01430. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080182027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

(080182030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

(080182032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

(080182036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

(080182037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Securex Luxembourg, Société Anonyme.

Capital social: EUR 459.000,00.

Siège social: L-8077 Bertrange, 183, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 82.559.

Alter Domus HR & Payroll Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.900,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 137.136.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille huit, le deux décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

I.- Madame Annick Braquet, employée, résidant L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents;

agissant en tant que mandataire du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil de gérance, prise en sa réunion du 27 novembre 2008,

un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II.- Madame Annick Braquet, employée, résidant L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents;

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme Securex Luxembourg SA;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 28 novembre 2008;

un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquelles sociétés, représentées comme dit, ont requis le notaire instrumentant d'acter authentiquement les termes et conditions du projet de fusion par absorption intervenu entre elles, et ce ainsi qu'il suit:

1. La société Securex Luxembourg SA (encore appelée la société absorbante) entend fusionner en absorbant conformément aux dispositions de l'article 259 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes y relatifs la société Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl (encore appelée la société absorbée) par dissolution sans liquidation de cette dernière et augmentation de capital de Securex Luxembourg SA.

Le capital social de la société absorbante est composé de 4 948 actions sans valeur nominale. Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par elle.

Le capital social de la société absorbée est composé de 516 parts sociales avec une valeur nominale de Euros 25,- chacune. Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par elle.

2. Le bilan au 30 septembre 2008 d'Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl est composé des actifs et passifs suivants, menant à une valeur nette comptable de Euros 81.844,-:

Actifs	Euro
Installations, outillage et mobilier	45.455
Travaux en cours net	235.896
Créances	72.550
Avoirs en banques	152.142
Comptes de régularisation	4.796
	<u>510.839</u>
Passifs	Euro
Provision pour impôts	29.028
Acomptes reçus sur commandes	3.850
Dettes sur achats et prestations de services	15.946
Dettes envers des entreprises liées	124.428
Dettes fiscales	43.809
Dettes au titre de la sécurité sociale	51.859
Autres dettes	160.075
	<u>428.995</u>

3. En considération de cette fusion, la société absorbante augmentera donc son capital social d'un montant de EUR 81.844,-, soit la valeur nette comptable d'Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl, pour le porter de son montant actuel de EUR 459.000,- à EUR 540.844,-.

4. Les conseils d'administration et de gérance des deux sociétés s'étant mis d'accord pour évaluer l'opération de fusion à une année de chiffre d'affaires, réalisé respectivement par les deux sociétés parties à la fusion, Securex Luxembourg SA procédera à l'émission de 14,844 actions nouvelles sans valeur nominale. Le chiffre d'affaires total réalisé par les deux sociétés parties à la fusion lors de l'année 2007 était en effet attribuable pour 75% à la société absorbée et 25% à la société absorbante (valeurs arrondies).

5. Les actions nouvellement émises dans la société absorbante seront attribuées à Alter Domus Sàrl, associé unique d'Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl. 14,844 actions de Securex Luxembourg SA seront donc émises en faveur d'Alter Domus Sàrl en échange des 516 parts sociales préalablement détenues par Alter Domus Sàrl dans Alter Domus HR & Payroll Services Sàrl. Ces actions donneront droit de participer aux bénéfices et à tout autre droit à partir du 1^{er} janvier 2009.

6. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2009.

7. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés parties à l'opération.

8. La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du présent projet au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

9. Les actionnaires des sociétés parties à la fusion ont droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du présent projet, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales et peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

10. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, jusqu'au lendemain de la tenue de l'assemblée générale de la société absorbée

la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

11. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du présent projet par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

12. Les sociétés parties au présent projet se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive de la fusion comme indiqué ci-après.

13. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

14. Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives à la fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;

15. Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

16. Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

17. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement et relatifs aux actifs apportés.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire pré-mentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé : A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2008, Relation: LAC/2008/49081. - Reçu douze euros (12,- €).

Pour copie conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008153353/242/108.

(080184117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Fixe, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 28.740.

Degroof Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 22.421.

L'an deux mille huit, le huit décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. FIXE, société anonyme de droit luxembourgeois ayant le statut de société d'investissement à capital variable dont le siège social se situe au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 31 août 1988, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 272 du 13 octobre 1988, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 4 mai 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1044 du 29 mai 2006,

ici représentée par Monsieur Jean-Michel Gelhay, Directeur de Banque, résidant professionnellement à Luxembourg, nommé à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du 11 août 2008, dont une copie restera ci-annexée pour être enregistrée avec le présent acte

2. DEGROOF BONDS, société anonyme de droit luxembourgeois ayant le statut de société d'investissement à capital variable dont le siège social se situe au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 18 janvier 1985, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 40 du 12 février 1985, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 3 mai 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1025 du 1^{er} juin 2007,

ici représentée par Monsieur Jean-Michel Gelhay, prénommé, nommé à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du 11 août 2008, dont une copie restera ci-jointe pour être enregistrée avec le présent acte.

Le mandataire des comparantes prie le notaire d'acter que les Conseils d'Administration des deux sociétés ont adopté un projet de fusion dont la teneur est la suivante:

PROJET DE FUSION

Sachant

- que FIXE et DEGROOF BONDS sont des sociétés anonymes de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (les "Sociétés"), respectivement inscrites au R.C.S. sous le numéro B 28.740 et le numéro B 22.421, constituées et existant sous le statut de sociétés d'investissement à capital variable en conformité avec la partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée;

- que les Sociétés sont enregistrées en tant qu'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ("OPCVM") à compartiments multiples et sont autorisées à émettre des actions sans dénomination de valeur;

- que FIXE ne comprend actuellement plus qu'un seul compartiment actif : le compartiment FIXE EURO;

- que le Conseil d'Administration de DEGROOF BONDS a créé un nouveau compartiment dénommé Degroof Bonds EUR TTT qui poursuivra une politique d'investissement semblable à celle poursuivie par le compartiment FIXE EURO: investissements en valeurs mobilières à revenu fixe libellées en EURO;

- que les Conseils d'Administration respectifs des Sociétés, dans le but d'offrir aux actionnaires de ces Sociétés de meilleures opportunités d'investissement par rassemblement de capitaux plus importants et de réduire les coûts de fonctionnement des Sociétés, se proposent de fusionner le compartiment FIXE EURO (le "Compartiment absorbé") de FIXE avec le compartiment Degroof Bonds EUR TTT (le "Compartiment absorbant") de DEGROOF BONDS, par voie d'absorption du Compartiment absorbé par le Compartiment absorbant;

- que les actifs du Compartiment absorbé sont gérés par la Société de Gestion désignée de FIXE, Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, et que cette dernière sera également en charge de la gestion de actifs du Compartiment absorbant;

- que les commissions maximales de souscription s'élèvent respectivement à 1,5% de la valeur nette d'inventaire d'une action pour le Compartiment absorbé dont 0,25% lui revenant, et à 3% de la valeur nette d'inventaire d'une action pour le Compartiment absorbant;

- que le rachat des actions du Compartiment absorbé donne lieu à la perception d'une commission de remboursement de 0,25% de la valeur nette d'inventaire d'une action, au profit du Compartiment absorbé;

- qu'actuellement, le Compartiment absorbé n'émet que des actions de capitalisation et qu'il en ira de même pour le Compartiment absorbant;

- que FIXE et DEGROOF BONDS autorisent la conversion d'actions. Toutefois, la conversion d'actions ne s'applique actuellement pas pour FIXE dans la mesure où cette dernière ne comporte plus qu'un seul compartiment actif;

- que les valeurs nettes d'inventaire des Compartiments absorbé et absorbant sont exprimées en EURO;

- que la valeur nette d'inventaire est calculée chaque lundi ouvrable à Luxembourg pour le Compartiment absorbé et qu'il en ira de même pour le Compartiment absorbant;

- que l'exercice social de FIXE et de DEGROOF BONDS commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année;

- que la commission de gestion actuellement prélevée à la fin de chaque trimestre par la Société de Gestion de FIXE est fixée à 0,40% par an de la valeur de l'actif net moyen du Compartiment absorbé;

- que la commission de gestion qui sera prélevée à la fin de chaque trimestre par la Société de Gestion de DEGROOF BONDS sera fixée à 0,10% par an de la valeur de l'actif net moyen du Compartiment absorbant;

- que la Société de Gestion de FIXE ne perçoit pas de commission de distribution à charge du Compartiment absorbé ;

- que la commission de distribution qui sera prélevée à la fin de chaque trimestre par la Société de Gestion de DEGROOF BONDS sera fixée à 0,30% par an de la valeur de l'actif net moyen du Compartiment absorbant;

- que les Conseils d'Administration respectifs des Sociétés ont nommé suivant ordonnance du Magistrat président la Chambre Commerciale du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg le 14 octobre 2008, INTERAUDIT S.à r.l., Luxembourg, réviseur d'entreprises agréé, en tant qu'expert indépendant respectivement de FIXE et de DEGROOF BONDS pour, conformément à l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, rendre compte de la proposition de fusion et établir un rapport écrit destiné aux actionnaires tel que prescrit par ledit article;

- que les frais relatifs à la fusion seront supportés par la Banque Degroof Luxembourg S.A..

Il est dès lors convenu ce qui suit:

1. Sous réserve de l'approbation à obtenir lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FIXE déléguant selon les conditions de quorum de présence et de majorité prévues pour les modifications des statuts, cette dernière s'engage à faire apport au Compartiment absorbant de l'ensemble de ses actifs et passifs (les "apports") à la Date

Effective, par suite de sa dissolution sans liquidation à la Date Effective. La Date Effective correspondra à la date fixée par l'assemblée générale extraordinaire dont mention ci-dessus lorsqu'elle s'est valablement tenue et a approuvé les décisions figurant à l'ordre du jour, le tout en conformité avec les articles 272 et 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

2. En contrepartie des apports à la Date Effective, le Compartiment absorbé recevra des actions de capitalisation du Compartiment absorbant dans la proportion d'1 action nouvelle pour 1 action existante du Compartiment absorbé.

3. Faisant suite à l'émission d'actions du Compartiment absorbant aux actionnaires du Compartiment absorbé de FIXE, cette dernière cessera d'exister et toutes les actions émises par FIXE seront, après leur échange, annulées.

4. A la Date Effective, les actionnaires nominatifs du Compartiment absorbé seront automatiquement inscrits dans le registre des actionnaires du Compartiment absorbant. Sur demande faite à DEGROOF BONDS ou à ses agents, les actionnaires nominatifs du Compartiment absorbé se verront remettre sans frais une confirmation d'inscription dans le registre des actionnaires du Compartiment absorbant. Sauf demande expresse pour se voir attribuer un certificat d'actions nominatives, tout actionnaire nominatif inscrit dans le registre des actionnaires de DEGROOF BONDS recevra une confirmation quant au nombre d'actions du Compartiment absorbant lui ayant été attribué.

Les confirmations d'inscription dans le registre des actionnaires seront envoyées aux actionnaires nominatifs dont les actions ont été échangées, dans les trente jours de la Date Effective.

Les actionnaires du Compartiment absorbé détenteurs d'actions au porteur, seront invités à remettre leurs certificats d'actions à DEGROOF BONDS ou à ses agents afin que des actions leur soient attribuées sous forme dématérialisée en échange des certificats d'actions au porteur du Compartiment absorbé qu'ils détiennent. Les nouvelles actions ainsi attribuées seront représentées par une inscription en compte-titres ouvert au nom de leur propriétaire ou détenteur, auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

5. Les actions du Compartiment absorbant émises aux actionnaires du Compartiment absorbé donneront droit à compter de la Date Effective de la fusion, à participer aux bénéfices et autres distributions éventuelles du Compartiment absorbant.

6. Le projet de fusion, le prospectus de DEGROOF BONDS, les rapports respectifs des Conseils d'Administration des Sociétés, les rapports de l'expert indépendant à chacune des Sociétés, de même que les comptes annuels révisés et les rapports y afférents de chacune des Sociétés pour les exercices sociaux se terminant les 31 décembre 2005, 2006 et 2007 et tous autres documents comptables requis par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et notamment l'article 267, seront disponibles et pourront être obtenus sans frais au siège social des Sociétés ainsi qu'auprès des agents chargés du service financier des Sociétés, un mois avant la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FIXE, où ils pourront être consultés par les actionnaires de chacune des Sociétés qui le désirent.

7. Aucun avantage spécial n'a été accordé aux membres du conseil d'administration et aux réviseurs d'entreprises des Sociétés Fusionnantes.

8. Les actionnaires de FIXE seront convoqués en assemblée générale extraordinaire pour ratifier le présent projet de fusion, la fusion étant subordonnée à leur accord aux conditions de quorum de présence et de majorité prévues par la loi pour les modifications des statuts.

9. Un ou, le cas échéant, plusieurs actionnaires de DEGROOF BONDS détenant au moins 5% du capital social de DEGROOF BONDS est / sont autorisé(s), au moins un mois avant que la Fusion ne prenne effet, à demander à ce que l'assemblée générale des actionnaires de DEGROOF BONDS soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée afin d'être tenue dans le mois qui suit la demande de convocation.

10. D'un point de vue comptable et moyennant l'approbation des actionnaires de FIXE, les opérations de cette dernière seront considérées comme accomplies pour compte de DEGROOF BONDS à dater de la Date Effective.

11. Les actionnaires de FIXE qui ne seraient pas d'accord avec l'opération envisagée pourront, à partir de la publication du présent projet de fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et jusqu'à la veille du dernier jour d'évaluation précédant la Date Effective à 16h00, demander le remboursement sans frais (à l'exception des taxes et impôts prélevés par les autorités des pays où les actions sont distribuées) de leurs actions.

Le notaire instrumentant certifie par la présente l'existence et la légalité du projet de Fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes en vertu de l'article 271(2) de la loi du 10 août 1915.

Evaluation des frais

Dans la mesure où la Fusion consiste en l'apport par FIXE, une société ayant son siège social dans l'Union Européenne, de la totalité de ses actifs et passifs à DEGROOF BONDS, une société ayant également son siège social dans l'Union Européenne, cette dernière se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 pour bénéficier de l'exemption du droit d'apport dans un tel cas.

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par les Sociétés Fusionnantes en raison du présent acte sont évalués à cinq mille huit cents euros (EUR 5.800,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Gelhay, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 décembre 2008, LAC/2008/49334. - Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008153101/220/147.

(080183121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008.

C.F.I.M. Compagnie Financière d'Investissements Mobiliers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 79.532.

L'an deux mille huit, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg, en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier reste dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée "C.F.I.M. Compagnie Financière d'Investissements Mobiliers S.A.", ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg B n° 79.532,

constituée aux termes d'un acte reçu en date du 12 décembre 2000 par le susdit notaire Jacques DELVAUX, publié au Mémorial C 2001, page 25.844, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suite à un constat d'augmentation de capital reçu par le même notaire en date du 28 février 2003, publié au Mémorial C de 2003, page 18303.

L'assemblée est présidée par M. Christophe VELLE, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, boulevard Prince Henri.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mme Maria PROTOPAPA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, boulevard Prince Henri.

L'assemblée désigne comme scrutateur M. Riccardo ZORZETTO, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, boulevard Prince Henri.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 62.000 (soixante-deux mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social à concurrence de EUR 434.000,- (quatre cent trente-quatre mille Euros), en vue de ramener le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 620.000,- (six cent vingt mille Euros) à EUR 186.000,- (six cent quatre-vingt-six mille Euros),

sans annulation d'actions, mais par la seule réduction de la valeur nominale des 62.000 (soixante-deux mille) actions existantes, en vue de ramener celle-ci de EUR 10,- (dix Euros) à EUR 3,- (trois Euros) par action,

et le remboursement aux actionnaires du montant de la réduction en observant les prescriptions légales en la matière;

2. Pouvoir au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires.

3. Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1 des statuts, pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 186.000,- (six cent quatre-vingt-six mille Euros), représenté par 62.000 (soixante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 3,- (trois Euros) chacune. »

4. Divers.

L'assemblée des actionnaires ayant approuvé les déclarations du président, et se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote séparé et unanime les décisions suivantes:

142716

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 434.000,- (quatre cent trente-quatre mille Euros),

en vue de ramener le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 620.000,- (six cent vingt mille Euros) à EUR 186.000,- (six cent quatre-vingt-six mille Euros),

sans annulation d'actions, mais par la seule réduction de la valeur nominale des 62.000 (soixante-deux mille) actions existantes, en vue de ramener celle-ci de EUR 10,- (dix Euros) à EUR 3,- (trois Euros) par action,

et le remboursement aux actionnaires du montant de la réduction.

Un remboursement aux actionnaires ne pourra intervenir qu'en observant les prescriptions de l'article 69, 3^{ème} alinéa de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution qui précède, pouvoir est donné au conseil d'administration en vue de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires après les délais légaux.

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent et par suite du fait que la durée du capital autorisé est venue à échéance, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la société pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 186.000,- (cent quatre-vingt-six mille Euros), représenté par 62.000 (soixante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 3,- (trois Euros) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives ou choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: Ch. VELLE, M. PROTOPAPA, R. ZORZETTO, Ch. DOERNER.

Enregistré à Luxembourg, les actes civils le 31 octobre 2008, LAC/2008/44375. - Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2008153129/208/79.

(080181111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Ingenia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 3, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 124.398.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, avenue Charles de Gaulle

B.P. 351 L-2013 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008149580/820/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07686. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Rima Productions S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 53.126.

Concept Consulting - Institut Dr. Sasse & Partner S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 59.133.

Ahora S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 54.351.

G2M Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 61.711.

—
CLÔTURES DE LIQUIDATION

Par jugement du 9 octobre 2008, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6e section, siégeant en matière commerciale, a déclaré:

- closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme RIMA PRODUCTIONS S.A., ayant eu son siège social à L-2249 Luxembourg, 4, boulevard Royal;
- closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme CONCEPT CONSULTING - INSTITUT DR. SASSE & PARTNER S.A., ayant eu son siège social à L-2249 Luxembourg, 4, boulevard Royal;
- closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme AHORA S.A., ayant eu son siège social à L-2249 Luxembourg, 4, boulevard Royal;
- closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme G2M HOLDING S.A., ayant eu son siège social à L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard Prince Henri.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

M^e Mélinda PERERA

Le liquidateur

Référence de publication: 2008149670/267/38.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05724. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05727. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05733. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05740. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

(080176524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

(080176529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

(080176531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

**Vale Europa S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Rio Doce Europa S.à r.l.).**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 80.747.

—
In the year two thousand and eight, on the seventeenth of November,

Before Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

- 1) "DOCEPAR SA.", with registered office at Avenida Graça Aranha n° 26, 8° floor, part, Centro, Rio de Janeiro, Brazil, represented by Mr Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 11, 2008.
- 2) "SEAMAR SHIPPING CORPORATION", with registered office at 80, Broad Street, Monrovia, Liberia, represented by Mr Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 14, 2008.

3) "COMPANHIA VALE DO RIO DOCE" with registered office at Avenida Graça Aranha n° 26, 8° floor, part, Centro, Rio de Janeiro, Brazil,

represented by Mr Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 11, 2008.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the mandatories and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to state:

1) That "DOCEPAR S.A.", "SEAMAR SHIPPING CORPORATION" and "COMPANHIA VALE DO RIO DOCE", pre-named, are the sole participants of "RIO DOCE EUROPA, S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée" with registered office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 80747, incorporated by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, dated December 29, 2000, published in the Mémorial C, number 812 of September 26, 2001.

2) That the capital of the company is fixed at two hundred and fifty-two million seven hundred and five thousand two hundred and fifty euro (252,705,250 €) represented by ten million one hundred and eight thousand two hundred and ten (10,108,210) shares with a par value of twenty five euro (25 €) each.

3) After this had been set forth, the above named participants, representing the whole corporate capital, have decided to hold an extraordinary general meeting and to take unanimously the following resolutions in conformity with the agenda of the meeting:

First resolution

The general meeting decides to change the corporate name of the company from "RIO DOCE EUROPA, S.à r.l." into "VALE EUROPA S.à r.l.".

Second resolution

The general meeting decides, subsequently, to amend the first article of the articles of association of the company, which henceforth shall read as follows:

"Art. 1. There is hereby established that the parties noted above and all those who may become partners in future, a société à responsabilité limitée under the name of VALE EUROPA S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law pertaining to such an entity as well as by the present articles of incorporation."

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by names, given names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version

L'an deux mille huit, le dix-sept novembre,

Pardevant Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) "DOCEPAR SA.", avec siège social à Avenida Graça Aranha n°26, 8°floor, part, Centro, Rio de Janeiro, Brésil, représentée par M^e Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 11 novembre 2008.

2) "SEAMAR SHIPPING CORPORATION", avec siège social au 80, Broad Street, Monrovia, Libéria, représentée par M^e Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 14 novembre 2008.

3) "COMPANHIA VALE RIO DOCE", avec siège social à Avenida Graça Aranha n°26, 8°floor, part, Centro, Rio de Janeiro, Brésil,

représentée par M^e Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 11 novembre 2008.

Les procurations prémentionnées, après avoir été signées "ne varietur" par les mandataires et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire d'acter:

1) Que "DOCEPAR S.A.", "SEAMAR SHIPPING CORPORATION" et "COMPANHIA VALE RIO DOCE", préqualifiées, sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée "RIO DOCE EUROPA, S.à r.l.", avec siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxem-

bourg sous le numéro B 80747, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 décembre 2000, publié au Mémorial C, numéro 812 du 26 septembre 2001.

2) Que le capital social de la société est fixé à deux cent cinquante-deux millions sept cent cinq mille deux cent cinquante euros (252.705.250 €) représenté par dix millions cent huit mille deux cent dix (10.108.210) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 €) chacune.

3) Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, ont décidé de se constituer en assemblée générale extraordinaire et de prendre à l'unanimité les résolutions suivantes, conformes à l'ordre du jour:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la société de "RIO DOCE EUROPA, S.à r.l." à "VALE EUROPA S.à r.l."

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier subséquemment le premier article des statuts de la société, qui aura dorénavant la teneur qui suit:

"Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre les comparants et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de VALE EUROPA S.à r.l. (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts."

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Lemoine, Frieders.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2008. Relation: LAC / 2008 / 46856. Reçu € 12,- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Paul FRIEDERS.

Référence de publication: 2008151072/212/98.

(080178735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Bastelbuttek M J S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 20, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 106.838.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, avenue Charles de Gaulle

B.P. 351 L-2013 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008149581/820/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07690. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Financière Chiron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 78.437.

Le bilan au 31/12/2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

Signature

Référence de publication: 2008148861/510/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07778. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Security Capital U.S. Realty Management Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 59.758.

Following the extraordinary general meeting of the Company and following the resignation of Mr Mike Rowan, Mr Olivier Piani and Mr Shaun O'Connor resigning as directors of the Company with effect from 21 October 2008, it has been resolved to appoint Ms Ilaria J. del Beato, Mr Bradley Trotter and Mr Lennart Sten as new directors of the Company with immediate effect and for a term ending with the date on which the next general meeting will be held.

Accordingly, the board of directors is comprised as follows:

Board of Directors:

- Ilaria J. del Beato, 33, Gorst Road, London SW11 6JB (date of birth: October 16, 1966; place of birth: Windsor, United Kingdom)
- Bradley Trotter, 24, allée La fontaine, 78170 La Celle Saint Cloud, France (date of birth: August 5, 1967; place of birth: Peterborough, Canada)
- Lennart Sten, Strandvägen, 35, SE-182 60, Djursholm, Sweden (date of birth: March 18, 1959; place of birth: Partille, Sweden)

Therefore, the board of directors of the Company is composed as follows:

- Ilaria J. del Beato;
- Bradley Trotter and
- Lennart Sten

The Company is bound by the joint signature of any two directors.

On behalf of Security Capital U.S. Realty Management Holdings S.A.

Signature

By Director

Suit la traduction en français du texte qui précède:

Faisant suite à l'assemblée générale extraordinaire et aux démissions de M. Mike Rowan, M. Olivier Piani et M. Shaun O'Connor comme administrateurs démissionnaires de la Société avec effet au 21 octobre 2008, il a été décidé de nommer Mme Ilaria J. del Beato, M. Bradley Trotter et M. Lennart Sten en tant que nouveaux administrateurs de la Société avec effet immédiat, leurs mandats prendront fin à la date de la prochaine assemblée générale.

Conseil d'administration:

- Ilaria J. del Beato, 33, Gorst Road, London SW11 6JB (date de naissance: 16 octobre 1966; lieu de naissance: Windsor, Angleterre)
- Bradley Trotter, 24, allée La fontaine, 78170 La Celle Saint Cloud, France (date de naissance: 5 août 1967; lieu de naissance: Peterborough, Canada)
- Lennart Sten, Strandvägen, 35, SE-182 60, Djursholm, Suède (date de naissance: 18 mars 1959; lieu de naissance: Partille, Suède)

Par conséquent, le conseil d'administration de la Société est composé comme suit:

- Ilaria J. del Beato;
- Bradley Trotter et
- Lennart Sten

La Société est valablement engagée par la signature collective de deux administrateurs.

142721

Au nom de Security Capital U.S. Realty Management Holdings S.A.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2008149386/250/49.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08488. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Mitteuropäische Investitionsgesellschaft S.A., en abrégé MIG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.297.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2008.

Le conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2008149555/1103/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2008, réf. LSO-CW03805. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Agyr Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 151, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 68.997.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 septembre 2008

(...)

Première Résolution

L'Assemblée Générale,

Accepte la démission, avec effet au 1^{er} octobre 2008, de Monsieur Alain MAROLLO de ses fonctions d'Administrateur et d'Administrateur Délégué.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale,

Nomme Monsieur Manuel CORREIA DA CUNHA, Directeur d'Agence, demeurant à Serrouville (F-54560), 1, Rue Bachaud, en qualité de nouvel Administrateur Délégué, à compter du 1^{er} octobre 2008 pour la durée de ses fonctions d'administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale,

Décide de rectifier l'erreur matérielle portant sur le nom d'un Administrateur sur l'extrait Registre de Commerce et des Sociétés de la société afin d'inscrire sur ledit extrait «Manuel CORREIA DA CUNHA, demeurant à Serrouville (F-54560), 1, Rue Bachaud» aux lieu et place de «Manuel CORREIA DA CHUNA».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

Extrait certifié conforme
Monsieur Alain MAROLLO
Administrateur Délégué

Référence de publication: 2008149331/597/34.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05080. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Markio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1159 Luxembourg, 26, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 93.634.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008149532/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09176. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Invest in Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 78.360.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008149531/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09174. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

SWC Web Consultance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8158 Bridel, 2B, rue du Tilleul.

R.C.S. Luxembourg B 105.490.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendacht, am zehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Herr Jesper JENSEN, CEO, geboren in Copenhagen (Dänemark), am 02 Februar 1971, wohnhaft in 2B, rue du Tilleul, L-8158 Bridel.

Welcher Komparsent den amtierenden Notar ersuchte, seine Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

1.- Dass er, der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft "SWC WEB CONSULTANCE S.à r.l." (die "Gesellschaft"), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 2B, rue du Tilleul, L-8158 Bridel, gegründet früher unter dem Namen "SecureIT Solutions S.à r.l." gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 12. Januar 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 385 vom 27. April 2005, noch immer ist;

2.- Dass die Satzung der Gesellschaft zum letzten Mal abgeändert wurde, gemäß einer Abänderungsurkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar Jean-Joseph WAGNER, am 03 April 2006, welche Urkunde im Mémorial veröffentlicht wurde, am 24. Juni 2006 und unter der Nummer 1222 und Seite 58633;

3.- Dass die Gesellschaft rechtmäßig unter Sektion B Nummer 105.490 im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, eingetragen wurde;

4.- Dass das Stammkapital der Gesellschaft ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12'500.- EUR) beträgt und eingeteilt ist in fünfhundert (500) voll einbezahlten Anteile mit einem Nennwert von jeweils FÜNFUNDZWANZIG EURO (25.- EUR), die alle von ihm gehalten werden;

5.- Dass die Gesellschaft, seit dem 30. September 2008, keine Geschäftstätigkeiten mehr ausübte und dass alle sonstige Tätigkeiten, im Zusammenhang mit der Geschäftsführung, ebenfalls zum selben Datum ganz eingestellt wurden;

6.- Dass der Erschienene daher ausdrücklich beschließt die Gesellschaft rückwirkend zum 30 September 2008 aufzulösen;

7.- Dass die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2007 gebilligt wurde;

8.- Dass demzufolge der Erschienene, in seiner Eigenschaft als einziger und alleiniger Liquidator, alle Aktiva und Passiva der aufgelösten Gesellschaft übernommen hat, daß alle Verbindlichkeiten beglichen wurden und daß die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist, unbeschadet der Tatsache, daß er ohnehin persönlich und für sämtliche Verbindlichkeiten der aufgelösten Gesellschaft haftet;

9.- Dass dem alleinigen Geschäftsführer volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates bis zum heutigen Tage erteilt wurde;

10.- Dass die Bücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während fünf Jahren am früheren Gesellschaftssitz in 2B, rue du Tilleul, L-8158 Bridel aufbewahrt werden;

11.- Dass der Erschienene für alle aus dieser Urkunde anfallenden Kosten persönlich haftet.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe zusammen mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben, welch Letzterer die Identität des vorgenannten Komparenten bescheinigt wie folgt:

- auf Grund seines dänischen Reisepasses Nummer 101507366.

Gezeichnet: H. JENSEN, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 12 November 2008. Relation: EAC/2008/13966. Erhalten zwölf Euro (12.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 27. November 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008150482/239/51.

(080177733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Les Deux Ponts Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 111.608.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008149527/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09165. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Euro Gastronomie, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 113.841.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008149529/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09170. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Automotive Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 600.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.670.

—
*Extrait de l'Assemblée Générale
Extraordinaire des Associés en date du 5 novembre 2008*

A/ Les Associés ont accepté la démission de Monsieur Robert BARNES en tant que gérant A avec effet au 16 juin 2008.

Les Associés ont décidé de nommer comme gérant A avec effet au 16 juin 2008 et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Mark FENCHELLE, né le 14 janvier 1962 à Londres (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 2, King Edward Street, EC1A 1HQ Londres (Royaume-Uni);

B/ Les Associés ont décidé de révoquer Madame Catherine Koch en tant que gérant B2 avec effet au 25 août 2008.

Les Associés ont décidé de nommer comme gérant B2 avec effet au 25 août 2008 et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Nicolas GERARD, né le 20 avril 1981 à Libramont (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg;

De telle sorte que le conseil de gérance se présente désormais comme suit:

- Monsieur Guy HARLES, né le 4 mai 1955 à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), ayant son adresse professionnelle au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), gérant A;

- Monsieur Mark FENCHELLE, né le 14 janvier 1962 à Londres (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 2, King Edward Street, EC1A 1HQ Londres (Royaume-Uni), gérant A;

- Monsieur Antoine de BROGLIE, né le 7 mars 1951 à Boulogne-Billancourt (France), ayant son adresse professionnelle au 35, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris (France), gérant B1;

- Monsieur George TYLER, né le 3 octobre 1965 à Baltimore (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 88, Kensington Park Road, W11 2PL Londres (Royaume-Uni), gérant B1;

- Monsieur Marcel STEPHANY, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange (Grand-Duché du Luxembourg), gérant B1;

- Monsieur Nicolas GERARD, né le 20 avril 1981 à Libramont (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, gérant B2.

C/ Les Associés ont décidé de transférer le siège social de la Société du 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

AUTOMOTIVE REAL ESTATE S.À R.L.

Signature

Référence de publication: 2008149678/1005/37.

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2008, réf. LSO-CW06448. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Waicor Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 43.086.

—
Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2008152161/1051/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00134. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

6-24 C International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 117.567.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2008152173/1051/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00229. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Modern Processing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafenbruch.

R.C.S. Luxembourg B 98.796.

At the Annual General Meeting of shareholders held at the registered office of the Company on November 7th 2008, it has been resolved the following:

1. To re-elect Mr. Pierre ARENS and Mr. Johan MODENIUS, residing professionally at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, as directors of the board until the next annual general meeting;
2. To relieve Mr. Charles KIEFFER and Ms. Sandra MINNEN as directors of the board;
3. To elect Mr. Marc BECKER, residing professionally at 38, rue Pafenbruch, L-8308 Capellen, as a new director of the board until the next annual general meeting;
4. To reduce the number of directors of the board from 4 (four) to 3 (three);
5. To relieve Mr. Charles KIEFFER from the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management;
6. To delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to Mr. Johan MODENIUS, residing professionally at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, until the next annual general meeting;
7. To elect Price Waterhouse Coopers Sàrl as external auditors of the company, until the next annual general meeting in replacement to statutory auditors.

Fiona Finnegan / Gilles Wecker.

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue le 7 novembre 2008, il a été résolu ce qui suit:

1. De ré-élire Mess. Pierre ARENS et Johan MODENIUS, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, comme administrateurs du Conseil d'Administration jusqu'à la prochaine assemblée générale;
2. D'approuver la résignation de M. Charles KIEFFER et Melle. Sandra MINNEN comme administrateurs du Conseil d'Administration;
3. D'élire M. Marc BECKER, demeurant professionnellement au 38, rue Pafenbruch, L-8308 Capellen, comme nouvel administrateur du Conseil d'Administration jusqu'à la prochaine assemblée générale;
4. De réduire le nombre d'administrateurs du Conseil d'Administration de 4 (quatre) à 3 (trois);
5. D'approuver la résignation de M. Charles KIEFFER comme administrateur-délégué à la gestion journalière de la société;
6. D'élire M. Johan MODENIUS, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, comme administrateur-délégué à la gestion journalière jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires;

7. D'élire Price Waterhouse Coopers Sàrl comme réviseurs de la société, jusqu'à la prochaine assemblée générale en remplacement de commissaire aux comptes.

Fiona FINNEGAN / Gilles WECKER.

Référence de publication: 2008152089/1369/40.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06379. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

E.P.A. - Investment Finance AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 47.599.

Le bilan rectifié au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gabriele Schneider / Mathis Hengel

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008152269/535/15.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00424. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Charterhouse Dragon I, Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 117.540.

EXTRAIT

A ce jour, l'adresse de M. Christophe El Gammal, Administrateur C de la Société, n'est plus au 108, route de Mondercange, L-4247 Esch-sur-Alzette mais au 67, rue de Cessange, L-1320 Luxembourg.

POUR PUBLICATION

Christophe El Gammal

Mandataire

Référence de publication: 2008151968/6762/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01100. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

SAROMA invest, Société Coopérative.

Capital social: EUR 104.000,00.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 108.009.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration du lundi 1^{er} décembre 2008 à 14h00

Les administrateurs de la société SAROMA INVEST société coopérative se sont réunis au dit siège de la société sur convocation de leur président faite par convocation verbale et ou écrite à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1/ Augmentation de capital de 25.000 € par émission de 250 actions nouvelles à libérer en numéraire, pour le porter de 104.000 € à 129.000 €

2/ Donner pouvoir au conseil d'administration et plus spécialement au porteur du présent extrait du procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et d'enregistrement des modifications statutaires ainsi que tout pouvoir pour effectuer toutes démarches administratives nécessaires à ces modifications statutaires

3/ Donner quitus aux Administrateurs

Sont présent

Mr BOUDIN Jean-Pierre

Mr BRANDEBOURG Marcel

Mr NIVARD Joël
Mr DIDIERJEAN Eric
M^e LEMAIRE Marc

Le conseil est présidé par Mr LEMAIRE Marc.

Le président constate que le conseil réunit la présence effective de la totalité des administrateurs et que par conséquent, il peut valablement délibérer

Le président ouvre la séance, assisté de Mr BOUDIN Jean-Pierre au poste de secrétaire et secondé de Marcel BRANDEBOURG Administrateur V. Pr

Le conseil aborde les points figurant à l'ordre du jour, et plus spécialement l'ordre du jour numéro un.

1: Augmentation du capital social

Le président expose au conseil l'utilité qu'il y a pour la société de procéder à une augmentation de capital social afin d'y incorporer les sommes versées par de nouveaux membres coopérateurs pour l'année 2008

Cette augmentation de capital sera de 25.000 € somme déjà entièrement libérée ; pour porter le capital social de Saroma Invest de 104.000 € à 129.000 €

Cette augmentation de capital peut être réalisée par le conseil d'Administration seul et ce suivant la résolution deux de l'assemblée générale extraordinaire du jeudi 27 mars 2008.

La discussion est ouverte et après consultation des membres du conseil d'Administration présent, et après échanges des points de vues divers sur l'ordre du jour; le Conseil d'Administration adopte les décisions suivantes

1/ Première résolution:

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et de son secrétaire, et ayant constaté que le capital est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social de 25.000 € (Vingt-cinq mille euros) pour le porter de 104.000 € à 129.000 €

(Cent vingt-neuf mille euros) par émissions de 250 actions nouvelles de 100 € de nominal chacune.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents

Le Conseil d'Administration décide donc de modifier comme suit l'article 6 des statuts

1/ **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à la somme de 129.000 € (Cent vingt-neuf mille euros)

2/ Deuxième résolution:

1/ Donner pouvoir au conseil d'administration et plus spécialement au porteur du présent extrait du procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et d'enregistrement des modifications statutaires ainsi que tout pouvoir pour effectuer toutes démarches administratives nécessaires à ces modifications statutaires

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents

3/ Troisième résolution:

Quitus donné aux Administrateurs

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14h45 heures

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le président et un administrateur.

M/Ph LEMAIRE / Marcel BRANDEBOURG / Jean-Pierre BOUDIN

Président / Administrateur V.Pr. / Secrétaire

Référence de publication: 2008151656/5227/61.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02132. - Reçu 166,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Charterhouse Poppy I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 116.733.

—
EXTRAIT

A ce jour, l'adresse de M. Christophe El Gammal, Gérant C de la Société, n'est plus au 108, route de Mondercange, L-4247 Esch-sur-Alzette mais au 67, rue de Cessange, L-1320 Luxembourg.

POUR PUBLICATION

Christophe El Gammal

Mandataire

Référence de publication: 2008151974/6762/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01120. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Charterhouse Dragon II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 117.701.

—
EXTRAIT

A ce jour, l'adresse de M. Christophe El Gammal, Gérant C de la Société, n'est plus au 108, route de Mondercange, L-4247 Esch-sur-Alzette mais au 67, rue de Cessange, L-1320 Luxembourg.

POUR PUBLICATION

Christophe El Gammal

Mandataire

Référence de publication: 2008151972/6762/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01107. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

COPS - MAES Société en nom collectif.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 143.225.

—
Extrait de l'Acte de Constitution

Dénomination Raison Sociale

COPS - MAES Société en nom collectif

Siège Social

29 avenue Monterey

L-2163 Luxembourg

Associés

Monsieur BART COPS: né à GENK, le 05 09 1974, Galgeneinde 37, B-3550, Heusden Zolder

Madame Daisy MAES: née à Maaseik, le 7 08 1981, Galgeneinde 37, B-3550, Heusden Zolder

Objet Social

La société pourra accomplir toutes activités commerciales, de consulting, crisis management, human resources, effectuer des opérations industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilier ou mobilier.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option

Gérant

Monsieur BART COPS: né à GENK, le 05 09 1974, Galgeneinde 37, B-3550, Heusden Zolder

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du Gérant

Capital Social

2.500 Euro libéré intégralement, divisé en 100 parts sociaux de 25 Euro chacune

Souscription du Capital

1- Monsieur BART COPS, 99 Parts

2- Madame DAISY MAES, 01 Parts

142729

Date de Constitution

15 Octobre 2008

La Société est constituée pour une durée illimitée

Fait et Passé à Luxembourg, le 15 octobre 2008 (deux mille et huit).

Signatures.

Référence de publication: 2008152330/784/39.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV07994. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Fairfield S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 70.798.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société fixé au 13, avenue du Bois à L-1251 Luxembourg, est dénoncé par le domiciliataire avec effet immédiat.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2008.

Pour la société domiciliataire

SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE SARL

Signature

Référence de publication: 2008148803/1185/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08469. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Fintower Finance Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 136.549.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 juin 2008

- Le siège social de la société est transféré au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, avec effet immédiat.

L'adresse de Monsieur Federico FRANZINA, administrateur de la société, est dorénavant la suivante:

- 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg

Luxembourg, le 31 octobre 2008.

Pour extrait et avis conformes

Signature

Référence de publication: 2008151207/534/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09429. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Ghana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 79.297.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de Carey S.A. le 27 octobre 2008

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 39, rue Eugène Ruppert à L-2453, Luxembourg avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Luc Verelst, employé privé, né le 23 avril 1954 à Wilrijk (Belgique), demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150, Luxembourg en tant qu'administrateur B de la société.

L'Assemblée Générale décide de démissionner avec effet immédiat le Commissaire aux Comptes et les Administrateurs suivants, à savoir

- Trustaudit S.A., Société Anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 73125, de son poste de Commissaire aux Comptes.

- Madame Catherine Guffanti, demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, de son poste d'Administrateur B.

- Madame Sandrine Antonelli, demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, de son poste d'Administrateur B..

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat les Administrateurs suivants, à savoir:

- Madame Catherine Peuteman, née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, au poste d'Administrateur B avec effet immédiat,

- Monsieur Ivo Kustura, né le 20 septembre 1969 à JAJCE (Croatie), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, au poste d'Administrateur B avec effet immédiat,

- Monsieur Jean Lambert maître en économie, né le 2 mai 1952 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, au poste d'Administrateur B avec effet immédiat,

- Monsieur Patrice Yande, né le 30 juin 1969 à Saint-Mard (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, au poste d'Administrateur B avec effet immédiat.

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2010.

L'Assemblée Générale décide nommer un nouveau Commissaire aux Comptes avec effet immédiat, à savoir:

- EXAUDIT S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453, Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124982.

Le mandat du Commissaire aux Comptes expirera lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008152307/7491/40.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00539. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

L'Audiophile Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 1, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 47.759.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.12.2008.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

259, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008152246/596/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09178. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Cienega Holding B.V./S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.125.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

Cienega Holding B.V. / S.à r.l.

M.C.J. Weijermans

Gérant

Référence de publication: 2008152261/683/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01416. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Lady Bird Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 78.610.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de Carey S.A. le 27 octobre 2008

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 84, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Luc Verelst, employé privé, né le 23 avril 1954 à Wilrijk (Belgique), demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg en tant qu'administrateur de la société.

L'Assemblée Générale décide de démissionner avec effet immédiat le Commissaire aux Comptes et les Administrateurs suivants, à savoir

- Trustaudit S.A., Société Anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 73125, de son poste de Commissaire aux Comptes.

- Madame Catherine Guffanti, demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, de son poste d'Administrateur.

- Madame Sandrine Antonelli, demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, de son poste d'Administrateur.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat les Administrateurs suivants, à savoir:

- Mademoiselle Elodie Mantilaro, employée privée, née le 11 août 1974 à Jarny (France), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Mademoiselle Claire Alamichel, employée privée, née le 11 avril 1979 à Toulouse (France), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Mademoiselle Claudia Herber, employée privée, née le 6 septembre 1965 à Irmenach (Allemagne), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Madame Marie-Reine Tulumello, employée privée, née le 27 septembre 1964 à Algrange (France), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat.

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2013.

L'Assemblée Générale décide nommer un nouveau Commissaire aux Comptes avec effet immédiat, à savoir:

- FIDUPLAN S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 87, allée Léopold Goebel à L-1635 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 44563.

Le mandat du commissaire aux comptes expirera lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008152306/7491/40.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00536. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Avas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 71.187.

Betreff: Rücktritt von dem Mandat als Rechnungskommissar

hiermit reiche ich meinen Rücktritt von dem Mandat als Rechnungskommissar der Aktiengesellschaft der Aktiengesellschaft AVAS S.A., gegründet am 30 Juli 1999 gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Edmond Schroeder, mit

Amtswohnsitz in Mersch,, veröffentlicht im Memorial C N ° 815 vom 3. November 1999, mit Sitz in 3, rue du Stade L-6725 Grevenmacher, und eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 71.187, ein.

Luxemburg, den 12. September 2008.

Nico HANSEN

Delegierten des Verwaltungsrats

Référence de publication: 2008151621/1218/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2008, réf. LSO-CW09112. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Fricky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 48.861.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société qui s'est tenue en date du 17 novembre 2008

Il a été décidé

de nommer Madame Véronique Wauthier, Avocat à la Cour, née le 11 mars 1965 à Arlon, demeurant professionnellement au 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Extrait certifié conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008152105/322/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01089. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Holding Kirchberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.727.450,40.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 68.938.

Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 5 novembre 2008 que:

Holding Kirchberg B.V. a transféré 13.106 parts sociales de classe A à

- LifCorp S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 38, Pafebruch, L-8308 Capellen, enregistré dans le Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.625.

LifCorp S.à r.l. a transféré 13.106 parts sociales de classe A à

- New Pel S.à r.l.

Depuis lors les parts sont réparties comme suit:

New Pel S.à r.l.	1.002.756 parts sociales de classe A
Holding Kirchberg B.V.	512.294 parts sociales de classe A
Monsieur Wolff Paul	2.480 parts sociales de classe A
Monsieur Wolter Michel	2.480 parts sociales de classe A
Fiducenter S.A.	8.956 parts sociales de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 25 novembre 2008.

HOLDING KIRCHBERG S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2008152075/250/28.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00922. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Gets Prince S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 100.160.

Il résulte d'une lettre de démission du 13 novembre 2008 que Monsieur Claude ZIMMER a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B et d'une lettre de démission du même jour que AUDIEX S.A. a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Le siège social est dénoncé à la même date.

Luxembourg, le 13 novembre 2008.

BDO Compagnie Fiduciaire

Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008151209/534/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09392. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Rewind Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 72.812.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de Carey S.A. le 6 novembre 2008

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Luc Verelst, employé privé, né le 23 avril 1954 à Wilrijk (Belgique), demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg en tant qu'administrateur de la société.

L'Assemblée Générale décide de démissionner avec effet immédiat le Commissaire aux comptes et les administrateurs suivants, à savoir

- Trustaudit S.A., Société Anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro, B 73125 de son poste de Commissaire aux comptes.

- EDIFAC S.A., Société Anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 72257 de son poste d'Administrateur.

- Madame Catherine Guffanti, née le 20 janvier 1963 à Longwy (France), demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, de son poste d'Administrateur.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat les administrateurs suivants, à savoir;

- Madame Catherine Peuteman, née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Monsieur Ivo Kustura, né le 20 septembre 1969 à JAJCE (Croatie), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Monsieur Jean Lambert maître en économie, né le 2 mai 1952 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Monsieur Patrice Yande, né le 30 juin 1969 à Saint-Mard (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat.

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2013.

L'Assemblée Générale décide nommer un nouveau Commissaire aux comptes avec effet immédiat, à savoir:

- EXAUDIT S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124982.

Le mandat du commissaire aux comptes expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire qui se tiendra en l'année 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008151210/7491/40.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00169. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Leatherlux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 82.745.

Je soussignée Antonelli Sandrine, demeurant professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg,
Née le 06/03/1969 à Savigny-Sur-Orge (France),
démissionne, par la présente, du mandat d'Administrateur de la société anonyme:
LEATHERLUX S.A. ayant son siège social au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg,
enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 82.745
Date effective: le 20 novembre 2008

Fait à Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Antonelli Sandrine.

Référence de publication: 2008149650/1022/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08585. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

TN3 S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4026 Esch-sur-Alzette, 114, route de Belvaux.
R.C.S. Luxembourg E 3.992.

STATUTS

L'an deux mille huit, le douze novembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Carlos MAGALHAES, employé privé, né à Pegarinhos/Alijo (Portugal), le 31 mars 1976, demeurant à L-3938 Mondercange, 25, rue Neuve;
- 2.- Monsieur Bernardo DA CRUZ PENAS, gérant, né à Sao Lourenço de Ribapinhao (Portugal), le 06 décembre 1961, demeurant à L-4026 Esch/Alzette, 114, route de Belvaux;
- 3.- Monsieur Carlos Duarte RAMOS MOUTINHO, employé, né à Santa Maria Maior (Portugal), le 1^{er} avril 1965, demeurant à L-9266 Diekirch, 12, rue du Pensionnat.

Lesquels comparants déclarent constituer entre eux une société civile immobilière, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. La société a pour objet la gestion, l'administration, l'exploitation, la mise en valeur par achat, vente, échange, location, construction ou de toute autre manière de tous biens immobiliers ou mobiliers tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 2. La société prend la dénomination de "TN3 S.C.I."

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires décidant à la majorité des voix et des participations.

Art. 4. Le siège social est établi à Esch/Alzette.

Art. 5. Le capital social est fixé à MILLE EUROS (€ 1.000,-), représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10,-) chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne pourront être cédées à des tiers non-associés qu'avec l'agrément des associés décidant à l'unanimité.

Art. 7. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 8. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 9. La société est gérée par les associés. Pour tout acte de disposition la société est valablement engagée par la signature conjointe de tous les associés et pour tout acte de gestion courante la société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque associé.

Art. 10. Les décisions modifiant les statuts sont prises à la majorité des trois/quarts (3/4) de toutes les parts existantes.

Art. 11. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération du capital

Ensuite les comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter qu'ils souscrivent les CENT parts comme suit:

1.- Monsieur Carlos MAGALHAES, prénommé, QUARANTE PARTS SOCIALES	40
2.- Monsieur Bernardo DA CRUZ PENAS, prénommé, QUARANTE PARTS SOCIALES	40
3.- Monsieur Carlos Duarte RAMOS MOUTINHO, prénommé, VINGT PARTS SOCIALES	<u>20</u>
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Le fonds social de MILLE EUROS (€ 1.000,-) a été mis à disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelques forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les prédits associés se considérant comme réunis en assemblée générale ont pris à l'unanimité des voix la décision suivante:

Le siège de la société est fixé à L-4026 Esch/Alzette, 114, route de Belvaux.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Magalhaes, Da Cruz Penas, Ramos Moutinho, Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 novembre 2008, Relation: EAC/2008/14040. — Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Memorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 26 novembre 2008.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2008151599/219/67.

(080178781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Eagle JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.380.

Extrait des Résolutions de l'Assemblée des Associés du 28 novembre 2008

Les associés de Eagle JV S.à.r.l. ont décidé comme suit:

1. Changement de gérants:

de démissionner les gérants suivants avec effet au 1^{er} décembre 2008:

Mr. Jan Willem Overheul, né le 3 janvier 1982 à Neerijnen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg,

Mr. Davy Beaucé, né le 30 décembre 1981 à Messancy, Belgique, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

et

de nommer les gérants suivants avec effet au 1^{er} décembre 2008 et pour une durée indéterminée:

Mr. Ian Whitecourt, né le 4 mai 1946 à Londres, Grande-Bretagne, demeurant professionnellement au 18, rue d'Orange, L-2267 Luxembourg,

Mr. Craig Bass, né le 23 novembre 1971 à Bradford, Grande-Bretagne, demeurant professionnellement au 15, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg

Mr. Chester Barnes, né le 20 octobre 1957 à Rinteln, Germany, demeurant professionnellement à Clarges House, 6-12 Clarges Street, London, W1J 8AD, Grande-Bretagne

2. Transfert du siège social

de transférer le siège social au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2008.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Silvia Mathieu.

Référence de publication: 2008151269/9631/29.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02274. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. Creditanstalt Derivatives Trust).

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Im Jahre zweitausendundacht, am ersten Oktober.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "CREDITANSTALT DERIVATIVES TRUST", mit Sitz in Luxemburg, 11, rue Aldringen, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Edmond Schroeder, Notar mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 22. März 1994, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (das "Mémorial") Nummer 158 vom 22. April 1994.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den vorbenannten Notar Edmond Schroeder am 2. Dezember 1998, veröffentlicht im Mémorial Nummer 927 vom 22. Dezember 1998.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Solange WOLTER-SCHIERES, Privatbeamtin, wohnhaft in Schouweiler, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Liliane FREICHEL, Privatbeamtin, wohnhaft in Mersch.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Annick BRAQUET, Privatbeamtin, wohnhaft in Chantemelle.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht im Mémorial, im "d'Wort" und im Tageblatt am 1. September 2008 und am 16. September 2008 sowie durch Brief an alle Aktionäre am 16. September 2008.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

Artikel 1: Namensänderung der Gesellschaft "CREDITANSTALT DERIVATIVES TRUST" in "FTC FUTURES FUND SICAV".

Artikel 3 und 16: Aktualisierung im Zusammenhang mit dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Artikel 5: Änderung des Artikels um es dem Verwaltungsrat zu ermöglichen Aktienunterklassen zu schaffen. Änderung des Artikels um ein "split" oder "reverse Split" zu ermöglichen. Änderung des Artikels bezgl. Der Teilaktien.

Artikel 11: Aktualisierung im Zusammenhang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Artikel 17: Änderung des Artikels um den Begriff "persönliche Interessen" abzuklären.

Artikel 22: Zweitrangige Änderung.

Artikel 25: Änderung des Artikels um die Buchhaltungswährung in EURO festzulegen.

Artikel 27: Aufhebung des Artikels.

Artikel 28, 29, 30, 31: Neue Nummerierung dieser Artikel.

Kenntnisnahme des Rücktritts der Herren Serge D'ORAZIO, André Schmit, Hannes Saleta und Johann Kernbauer am 15. Juli 2008.

Nominierung der Herren Rolf Majcen, Thomas Berger und Harald Wanke als Verwaltungsratsmitglieder ab dem 15. Juli 2008.

Nominierung von Herrn Rolf Majcen als Präsident des Verwaltungsrates.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den sechshundsechzig tausend zwei hundert fünfzehn (66.215) ausgegebenen Aktien, sechshunderteinundfünfzig (651) Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 13. August 2008 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Nach eingehender Beratung fasste die Hauptversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen beschließt den Namen der Gesellschaft von "CREDITANSTALT DERIVATIVES TRUST" in "FTC FUTURES FUND SICAV" und Artikel 1 der Satzung umzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1. Es besteht unter den Zeichnern und all jenen, die Eigentümer von Aktien werden, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft ("Société Anonyme"), unter dem Namen "FTC FUTURES FUND SICAV" die als "Société d'investissement à capital variable" (SICAV) qualifiziert.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen geben 5 Enthaltungen, beschließt Artikel 3 und 16 der Satzung abzuändern um ihnen fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 3. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist es, die vorhandenen Mittel in Warenterminkontrakte oder Terminkontrakte auf Finanzinstrumente und in Optionen mit dem Ziel, das Investmentrisiko zu streuen und den Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihres Portfolios zugänglich zu machen, zu investieren.

Die Gesellschaft kann in dem von Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für die gemeinsame Anlage in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz") vorgesehenen Rahmen alle Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie zur Erreichung und Entwicklung ihres Zweckes für notwendig erachtet.

Art. 16. Der Verwaltungsrat hat die weitest möglichen Rechte alle Administrations- und Durchführungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu setzen. Alle Rechte die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat hat das Recht alle Maßnahmen für die Gesellschaft, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind zu treffen und hat insbesondere das Recht die Gesellschaftspolitik und investmentpolitik für Investitionen auf der Basis des Prinzips der Risikostreuung vorbehaltlich der durch Gesetz oder Vorschriften oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzten Investitionsbeschränkungen zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann seine Rechte, die täglichen Geschäfte und Tätigkeiten der Gesellschaft und seine Rechte, Maßnahmen in Ausführung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszwecks zu treffen, an natürliche oder juristische Personen, welche nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein müssen, und unter der Aufsicht des Verwaltungsrates handeln, delegieren.

Der Verwaltungsrat hat insbesondere das Recht, die Gesellschaftspolitik zu bestimmen. Die Durchführung der Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft hat keinen Einfluss auf jene Investitionen oder Tätigkeiten, die unter die Investitionsbeschränkungen, die vom Gesetz von 2002 oder durch Gesetze oder Vorschriften jener Länder, in denen die Aktien öffentlich angeboten werden oder die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen werden und in einem Prospekt in Bezug auf das Angebot von Aktien beschrieben werden fallen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen, beschließt Artikel 5 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist durch nennwertlose Aktien (die "Aktien") dargestellt und ist zu jeder Zeit gleich den gesamten Nettoaktiva der Gesellschaft, wie im folgenden definiert.

Das Minimum an Kapital der Gesellschaft darf nicht, sechs Monate nach Registrierung der Gesellschaft als SICAV eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) unterschreiten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, ohne Begrenzung Aktien jederzeit zu einem Ausgabepreis pro Aktie (der "Ausgabepreis") der relevanten Aktienklasse, wie in Artikel 24 definiert, auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein bevorzugtes Zeichnungsrecht für die zu emittierenden Aktien einzuräumen.

Innerhalb jedes Sub-Fonds ist der Verwaltungsrat ermächtigt, verschiedene Aktienklassen und/oder Aktienunterklassen zu schaffen, die durch ihre Ausschüttungspolitik (Ausschüttungsaktien, Thesaurierungsaktien), ihre Referenzwährung, die Höhe der Gebühren oder durch andere Merkmale, die vom Verwaltungsrat im Prospekt festgelegt werden, gekennzeichnet werden.

Der Verwaltungsrat kann die Pflicht zur Annahme von Zeichnungen und zur Ausgabe der Aktien sowie zum Empfang der Zahlung hierfür an jedes ordnungsmäßig ermächtigte Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft (ein "Verwaltungsratsmitglied") delegieren. Der Verwaltungsrat hat zum Zeitpunkt, in dem oder bevor eine Aktie emittiert wird, die Aktienklasse (den "Sub-Fonds") festzuhalten im Verhältnis, zu dem eine Aktie ausgegeben wird und die Aktien werden in Klassen im Verhältnis zu dem Sub-Fonds, dem sie zugeordnet wurden, eingeteilt. Ungeachtet der Tatsache, dass das Kapital der Gesellschaft in EURO ausgedrückt wird, wird jede Summe, die für oder im Verhältnis zu einer Aktie zahlbar ist (insbesondere jedoch ohne Begrenzung der Ausgabe- und der Rücknahmepreise), in jener Währung, die der Verwaltungsrat entweder allgemein oder im Bezug auf eine bestimmte Aktienklasse bestimmt (die "Handelswährung") berechnet werden und zahlbar sein.

Die für die Sub-Fonds geltenden Bestimmungen der Satzung gelten gegebenenfalls auch für die Aktienunterklassen. Der Verwaltungsrat kann zudem einen "Split" sowie einen "Reverse Split" von Aktien von Teilfonds oder Aktienklassen/ Aktienunterklassen der Gesellschaft beschließen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen gegen 5 Enthaltungen, beschließt Artikel 11 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 11. Für Quoren und Fristen für die Einladung zu und die Führung der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft gelten, sofern hierin nichts anderes bestimmt ist, die gesetzlichen Bestimmungen.

Unter den in dieser Satzung festgehaltenen Beschränkungen verleiht jede Aktie eine Stimme. Ein Aktionär kann bei einer Aktionärsversammlung eine andere Person als seinen Vertreter schriftlich, fernschriftlich, durch Telegramm, Telex oder Telefax bestellen.

Sofern hierin oder gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, werden Beschlüsse bei ordnungsgemäß einberufenen Aktionärsversammlungen mit einfacher Mehrheit der ausgedrückten Stimmen gefasst. Körperschaften können Stimmrechtsermächtigungen durch ordnungsgemäß bevollmächtigte Vertreter erteilen.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen, die von Aktionären für die Teilnahme an Aktionärsversammlungen erfüllt werden müssen, festlegen.

Solange als das Aktienkapital in verschiedene Aktienklassen eingeteilt ist, können die Rechte einer Aktienklasse (sofern in den Ausgabebedingungen der Aktien dieser Aktienklasse nichts anderes bestimmt ist) gleichgültig, ob die Gesellschaft liquidiert wird oder nicht, nur mit Beschluss einer separaten Aktionärsversammlung der Aktionäre dieser Aktienklasse der mit zwei Drittelmehrheit der bei einer solchen separaten Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen gefasst werden muss, verändert werden. Für jede solche separate Versammlung gelten die Bestimmungen dieser Satzung in Bezug auf Aktionärsversammlungen mutatis mutandis, so dass das mindest notwendige Quorum bei jeder solchen separaten Aktionärsversammlung die Hälfte der Inhaber der Aktien dieser Aktienklasse, die persönlich oder durch Vollmacht anwesend sind (oder sofern bei einer vertagten Versammlung der Inhaber einer solchen Aktienklasse ein wie oben definiertes Quorum nicht anwesend ist, jede Person, die Aktien dieser Aktienklasse besitzt, die persönlich oder durch Vollmacht anwesend ist), beträgt.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen gegen 5 Enthaltungen beschließt Artikel 17 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 17. Die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitgliedern oder Leitungsmitglieder der Gesellschaft eine Beteiligung oder eine Position als Verwaltungsratsmitglied, Beteiligtes Leitungsmitglied oder Mitarbeiter eines anderen Unternehmens oder Firma innehat hat keinen Einfluß und beeinträchtigt nicht die Wirksamkeit von Verträgen oder anderen Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem solchen Unternehmen oder Firma.

Für den Fall, dass ein Verwaltungsratsmitglied oder Leitungsmitglied der Gesellschaft persönliche Interessen in irgendeiner Transaktion der Gesellschaft hat, hat dieser Verwaltungsratsmitglied oder Leitungsmitglied dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis zu bringen und in der betreffenden Transaktion weder an Beratungen noch an Abstimmungen teilzunehmen und die betreffende Transaktion und die persönlichen Interessen des betreffenden Verwaltungsratsdirektors haben der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet zu werden.

Der Begriff "persönliche Interessen" im vorstehenden Abschnitt beinhaltet nicht Beziehungen mit oder persönliche Interessen in Angelegenheiten, Stellungen oder Transaktionen im Zusammenhang mit juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat in seinem freien Ermessen bestimmt werden.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen geben 5 Enthaltungen, beschließt Artikel 22 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 22. Der Nettoaktivawert pro Aktie (der "Nettoaktivawert") und der Ausgaberrücknahmepreis von Aktien jeder Klasse hat von der Gesellschaft mindestens 1 x monatlich entsprechend den Beschlüssen des Verwaltungsrates (wobei

jeder solche Tag oder solche Zeit an dem der Wert bestimmt wird im folgenden als "Bewertungstag" bezeichnet wird) bestimmt zu werden jedoch derart, dass kein Bankfeiertag in Luxemburg ein Bewertungstag ist.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoaktivwertes und die Ausgabe, Rücknahme oder Umtausch von Aktien jedes Sub-Fonds aussetzen:

(a) Während jeder Periode in der ein Markt- oder Börse an der ein maßgeblicher Teil der Investitionen eines Sub-Fonds gehandelt oder notiert sind aus anderen Gründen als für normale Feiertage geschlossen ist, oder während der Handel beschränkt oder ausgesetzt ist; oder

(b) während der Dauer eines Zustandes, der einen Notstand darstellt, aufgrund dessen der Verkauf oder die Bewertung von Aktiva eines Sub-Fonds der Gesellschaft nicht sinnvoll oder ohne maßgebliche Beeinträchtigung der Interessen der Aktionäre der Gesellschaft durchführbar ist; oder

(c) während jedes Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel die üblicherweise für die Bestimmung der Preise oder des Wertes von Investments eines Sub-Fonds oder der aktuellen Preise auf einer Börse verwendet werden; oder

(d) während jeder Periode, in der die Überweisung von Geldern die in der Realisierung von oder in der Zahlung für Investitionen des Sub-Fonds benötigt werden oder können nicht möglich ist, oder nicht zu normalen Preisen oder Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

(e) während jeder Periode, in der nach Meinung der Verwaltungsratsmitgliedern ungewöhnliche Umstände herrschen, aufgrund derer es unpraktisch oder unfair gegenüber den Aktionären wäre, in den Aktien eines Sub-Fonds weiter zu handeln; oder

(f) Im Falle eines Beschlusses die Gesellschaft zu liquidieren am oder nach dem Tag an dem die Generalversammlung für diesen Zweck einberufen wird, veröffentlicht wird.

(g) Im Falle der Aussetzung des Handels gemäß den Bestimmungen von Art 27.

Aktionäre, die die Rücknahme ihrer Aktien verlangt haben, haben von einer solchen Aussetzung innerhalb von sieben Tagen ihres Antrages informiert zu werden und werden unmittelbar von der Beendigung einer solchen Aussetzung informiert.

Die Aussetzung in Bezug auf einen Fonds hat auf die Berechnung des Nettoaktivwertes und die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Aktien jedes anderes Sub-Fonds keinen Einfluss.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen, beschließt Artikel 25 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 25. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober jeden Jahres und endet am dreißigsten September desselben Jahres.

Die Bücher der Gesellschaft sind in EURO zu führen. Eine gedruckte Kopie des Jahresabschlusses inklusive einer Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung, des Berichts des Verwaltungsrates und der Einladung zur jährlichen Generalversammlung wird den Namensaktionären zugesandt oder nicht weniger als 15 Tage vor jeder jährlichen Generalversammlung veröffentlicht werden.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen gegen 5 Enthaltungen, beschließt Artikel 27 der Satzung zu streichen.

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen beschließt die Artikel 28, 29, 30 und 31 in Artikel 27, 28, 29 und 30 neuzunummerieren und beschließt die Neufassung der Satzung um ihr fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Satzung

Art. 1. Es besteht unter den Zeichnern und all jenen, die Eigentümer von Aktien werden, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft ("Société Anonyme"), unter dem Namen "FTC FUTURES FUND SICAV" die als "Société d'investissement à capital variable" (SICAV) qualifiziert.

Art. 2. Die Gesellschaft ist für unbeschränkte Dauer errichtet.

Art. 3. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist es, die vorhandenen Mittel in Wareterminkontrakte oder Terminkontrakte auf Finanzinstrumente und in Optionen mit dem Ziel, das Investmentrisiko zu streuen und den Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihres Portfolios zugänglich zu machen, zu investieren.

Die Gesellschaft kann in dem von Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für die gemeinsame Anlage in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz") vorgesehenen Rahmen alle Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie zur Erreichung und Entwicklung ihres Zweckes für notwendig erachtet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen oder sonstige Geschäftsstellen der Gesellschaft können durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft in- oder außerhalb Luxemburgs errichtet werden.

In dem Falle, in dem der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche, politische oder militärische Ereignisse, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Einfachheit der Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, kann der Sitz zeitweilig ins Ausland bis zur kompletten Beendigung der abnormalen Umstände verlegt werden; solche temporären Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die, ungeachtet der zeitweiligen Verlegung ihres Sitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist durch nennwertlose Aktien (die "Aktien") dargestellt und ist zu jeder Zeit gleich den gesamten Nettoaktiva der Gesellschaft, wie im folgenden definiert.

Das Minimum an Kapital der Gesellschaft darf nicht, sechs Monate nach Registrierung der Gesellschaft als SICAV, eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) unterschreiten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, ohne Begrenzung Aktien jederzeit zu einem Ausgabepreis pro Aktie (der "Ausgabepreis") der relevanten Aktienklasse, wie in Artikel 24 definiert, auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein bevorzugtes Zeichnungsrecht für die zu emittierenden Aktien einzuräumen.

Innerhalb jedes Sub-Fonds ist der Verwaltungsrat ermächtigt, verschiedene Aktienklassen und/oder Aktienunterklassen zu schaffen, die durch ihre Ausschüttungspolitik (Ausschüttungsaktien, Thesaurierungsaktien), ihre Referenzwährung, die Höhe der Gebühren oder durch andere Merkmale, die vom Verwaltungsrat im Prospekt festgelegt werden, gekennzeichnet werden.

Der Verwaltungsrat kann die Pflicht zur Annahme von Zeichnungen und zur Ausgabe der Aktien sowie zum Empfang der Zahlung hierfür an jedes ordnungsmäßig ermächtigte Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft (ein "Verwaltungsratsmitglied") delegieren. Der Verwaltungsrat hat zum Zeitpunkt, in dem oder bevor eine Aktie emittiert wird, die Aktienklasse (den "Sub-Fonds") festzuhalten im Verhältnis, zu dem eine Aktie ausgegeben wird und die Aktien werden in Klassen im Verhältnis zu dem Sub-Fonds, dem sie zugeordnet wurden, eingeteilt. Ungeachtet der Tatsache, dass das Kapital der Gesellschaft in EURO ausgedrückt wird, wird jede Summe, die für oder im Verhältnis zu einer Aktie zahlbar ist (insbesondere jedoch ohne Begrenzung der Ausgabe- und der Rücknahmepreis), in jener Währung, die der Verwaltungsrat entweder allgemein oder im Bezug auf eine bestimmte Aktienklasse bestimmt (die "Handelswährung") berechnet werden und zahlbar sein.

Die für die Sub-Fonds geltenden Bestimmungen der Satzung gelten gegebenenfalls auch für die Aktienunterklassen. Der Verwaltungsrat kann zudem einen "Split" sowie einen "Reverse Split" von Aktien von Teilfonds oder Aktienklassen/ Aktienunterklassen der Gesellschaft beschließen.

Art. 6. Das Verwaltungsratsmitglied kann Aktien nach Wahl der Aktionäre im Bezug auf jede Aktienklasse als Namens- oder Inhaberaktie ausgeben. Falls der Inhaber einer Inhaberaktie den Umtausch in Namensaktien begehrt, werden für einen solchen Umtausch keine Kosten in Rechnung gestellt. Namensaktionäre können Zertifikate im Bezug auf ihre Aktien erhalten. Falls ein Aktionär nicht die Ausgabe von Aktienzertifikaten wählt, wird ihm anstelle dessen eine Bestätigung seines Aktionärsstatus ausgestellt. Falls ein Inhaber von Namensaktien die Ausgabe von mehr als einem Aktienzertifikat wünscht, können ihm übliche Kosten in Rechnung gestellt werden.

Jede Namensaktie kann als Teilaktie bis drei dezimale ausgegeben werden. Die Teilaktien stellen einen Teil des Nettovermögens dar und geben anteilmäßig Anspruch auf die Dividende, die die Gesellschaft ausschütten könnte, sowie auf den Erlös aus der Liquidation der Gesellschaft. Teilaktien sind nicht mit einem Stimmrecht verbunden.

Nach einer Übertragung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien können für die Ausgabe eines Zertifikates für den Restbetrag von Namensaktien keine Kosten verrechnet werden. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied und einem, vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß für diesen Zweck ermächtigten Vertreter, unterzeichnet.

Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitgliedern können entweder händigt oder in Faksimile Druck erfolgen, die Unterschrift des ermächtigten Vertreters hat händisch zu erfolgen. Die Gesellschaft kann Zwischenscheine in einer Form, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann, ausgeben.

Aktien dürfen nur nach Annahme der Zeichnung und unter der Bedingung der Zahlung des in Artikel 24 bestimmten Preises ausgegeben werden. Der Zeichner wird ohne unnötige Verzögerung endgültige Aktienzertifikate oder unter den oben angeführten Bedingungen eine Bestätigung einer Aktionärsstellung erhalten.

Dividendenzahlungen, sofern solche erfolgen, werden auf Namensaktien an die Aktionäre an die im Aktionärsregister angegebene Adresse oder an eine andere, den Verwaltungsratsmitgliedern schriftlich bekannt gegebene Adresse und auf Inhaberaktien gegen Vorlage des betreffenden Dividendenkupons bei der oder den von der Gesellschaft für diesen Zweck bestellten Zahlstellen erfolgen.

Alle von der Gesellschaft mit Ausnahme von Inhaberaktien begebenen Aktien werden im Aktionärsregister, das von der Gesellschaft durch eine oder mehrere dafür von der Gesellschaft bezeichnete Personen geführt wird, eingetragen und das Aktionärsregister hat den Namen jedes Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder gewählten Wohnsitz, sofern er der Gesellschaft bekannt gegeben wurde und die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien zu enthalten.

Jede Übertragung einer Aktie mit Ausnahme von Inhaberaktien hat im Aktionärsregister gegen Zahlung jener üblichen Gebühr, die von den Verwaltungsratsmitgliedern für die Registrierung jedes sonstigen Dokuments, das auf Rechte an Aktien Bezug hat oder solche beeinflusst, genehmigt wurde, zu erfolgen.

Die Gesellschaft hat im Bezug auf Transaktionen in solchen Aktien keine Verantwortung oder Haftung gegenüber Dritten und hat das Recht, jedes Recht, Beteiligung an oder Anspruch jeder anderen Person an oder auf solche Aktien als nicht existent zu betrachten mit der Maßgabe, dass die vorstehende Bestimmung niemandes Recht, die Registrierung eines Wechsels in der Registrierung von Namensaktien zu verlangen, beeinträchtigt.

Aktien frei sein von jeder Beschränkung des Rechts zur Übertragung und jedes Pfandrechts zugunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die Übergabe der betreffenden Inhaberaktie zusammen mit allen, angefügten noch nicht fälligen Dividendenkupons. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Mitteilung der Übertragung durch den Aktionär, die im Aktionärsregister einzutragen ist.

Jeder Inhaber einer Namensaktie hat der Gesellschaft eine Adresse mitzuteilen, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen durch die Gesellschaft gesandt werden können. Diese Adresse wird im Aktionärsregister vermerkt. Im Falle von gemeinsamen Aktionären wird nur eine Adresse vermerkt und Mitteilungen werden nur an diese eine Adresse gesandt werden.

Für den Fall, dass der Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft einen entsprechenden Vermerk im Aktionärsregister eintragen lassen, und die Adresse des Aktionärs wird dann am Sitz der Gesellschaft oder an einer anderen von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit eingetragenen Adresse, bis zu dem Zeitpunkt, an dem eine andere Adresse vom Aktionär der Gesellschaft bekannt gegeben wird, angenommen werden.

Der Aktionär kann jederzeit durch schriftliche Verständigung an die Gesellschaft an ihren Sitz oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bekannt gegeben werden kann, seine im Aktionärsregister vermerkte Adresse ändern.

Art. 7. Sofern der Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag ein Duplikataktienzertifikat unter solchen Bedingungen und Garantien, inklusive jedoch ohne Beschränkung einer Garantie einer Versicherungsgesellschaft, wie sie die Gesellschaft festlegt, ausgegeben werden. Mit der Ausgabe des neuen Aktienzertifikats in Bezug auf welches festzuhalten ist, dass es ein Duplikatzertifikat ist, verliert das Originalzertifikat an dessen Stelle das neue ausgegeben wurde, seine Gültigkeit.

Die Gesellschaft kann nach ihrer Wahl dem Aktionär eventuelle außergewöhnliche Barauslagen, die durch die Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates anstelle eines verlorenen, beschädigten, oder zerstörten Zertifikates entstanden sind, in Rechnung stellen.

Art. 8. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien durch jede Person, Unternehmen oder juristische Person, insbesondere jede Person, die gesetzliche oder sonstige Vorschriften irgendeines Landes oder einer staatlichen Stelle verletzen würde, sowie jeder Person, die aufgrund solcher Gesetze oder Vorschriften nicht die Bedingungen erfüllt, um solche Aktien zu besitzen oder, sofern als Ergebnis der Eigentümerschaft durch so eine Person der Gesellschaft steuerliche oder sonstige Geldwerte Nachteile, die sie sonst nicht treffen würden, erleiden würde oder sofern der Verwaltungsrat dies beschließt und dies im aktuellen Prospekt hierzu veröffentlicht, eine US Person wie im folgenden definiert (gemeinsam die "Beschränkten Personen") beschränken oder verbieten, und für diese Zwecke kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien oder die Registrierung einer Aktienübertragung verweigern, sofern anzunehmen ist, dass durch eine solche Ausgabe oder Registrierung eine Beschränkte Person wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien werden würde; und

(b) zu jeder Zeit von jeder Person, deren Namen im Aktionärsregister eingetragen ist oder die die Registrierung einer Übertragung im Aktionärsregister beantragt, verlangen, ihr jede Information, die sie für den Zweck der Feststellung, ob die Aktien dieses Aktionärs im endbegünstigten Eigentum einer Beschränkten Person sind oder sein werden; und

(c) sofern die Gesellschaft der Ansicht ist, dass eine Beschränkte Person allein oder gemeinsam mit irgendeiner anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise von diesem Aktionär alle von ihm gehaltenen Aktien wie folgt zurückkaufen:

1) die Gesellschaft hat dem Aktionär, der im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien aufscheint, eine schriftliche Mitteilung (die "Kaufmitteilung") zuzustellen, die die vorgenannten zu kaufenden Aktien, den für die Aktien zu zahlenden Preis und der Ort, an dem der Kaufpreis in Bezug auf diese Aktien zahlbar ist, nennt. Jede solche Mitteilung kann einem solchen Aktionär durch Absendung der Mitteilung in einem vorbezahlten, eingeschriebenen an die letzte in den Büchern der Gesellschaft aufscheinenden oder der Gesellschaft bekannten Adresse adressierten Kuvert zugestellt werden. Der genannte Aktionär ist daraufhin unverzüglich verpflichtet, der Gesellschaft das oder die auf die in der Kaufmitteilung genannten Aktien bezügliche Zertifikat oder Zertifikate zu übergeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am in der Kaufmitteilung genannten Datum hört der Aktionär auf, Aktionär der Gesellschaft zu sein, und sein Name hat aus dem Aktionärsregister gestrichen zu werden;

2) der Preis, zu dem die in der Kaufmitteilung genannten Aktien erworben werden (der "Kaufpreis"), hat der gemäß Artikel 23 ermittelten Nettoinventarwert pro Aktie zu sein;

3) mit Ausnahme von Zeiten, zu denen darauf bezügliche Devisenbeschränkungen bestehen, wird die Zahlung des Kaufpreises an den Eigentümer solcher Aktien in US \$ erfolgen und wird von der Gesellschaft in Luxemburg oder sonstwo

(wie in der Kaufmitteilung festgehalten) für Zahlung an den Eigentümer gegen Übergabe des oder der Zertifikate in Bezug auf die in der Mitteilung benannten Aktien hinterlegt werden. Mit Hinterlegung des vorgenannten Kaufpreises hat keine Person, die ein Eigentumsrecht an den in der Kaufmitteilung genannten Aktien hat, mehr Eigentumsrechte an diesen Aktien oder einigen davon noch irgendeinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihre Eigentumswerte in diesem Zusammenhang mit Ausnahme des Rechtes der Person, die als Eigentümer dieser Aktien aufscheint, dem so hinterlegten Kaufpreis (ohne Zinsen) gegen effektive Übergabe des oder der vorgenannten Zertifikate zu erhalten;

4) sofern die genannten Rechte von der Gesellschaft im guten Glauben ausgeübt wurden, kann die Ausübung der in diesem Artikel der Gesellschaft übertragenen Rechte in keinem Fall mit der Begründung, dass der Beweis des Eigentums der Aktien durch irgendeine Person ungenügend bewiesen wurde oder dass die wahre Eigentümerschaft von Aktien anders war als es der Gesellschaft zum Datum einer Kaufmitteilung erschien, hinterfragt oder für ungültig erklärt werden; und

(d) die Annahme der Stimme einer Beschränkten Person bei jeder Aktionärsversammlung der Gesellschaft verweigern.

In diesen Satzung sind unter den Begriffen "Person der Vereinigten Staaten" oder "US Person" ein Staatsbürger der oder eine Person mit Wohnsitz in den Vereinigten Staaten von Amerika, eine Personengesellschaft, die in irgendeinem Bundesstaat, Gebiet oder Territorium der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert ist oder besteht, eine Körperschaft, die unter dem Recht der Vereinigten Staaten von Amerika oder irgendeines Bundesstaates, Gebietes oder Territoriums der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert ist oder eine Verlassenschaft oder Trust zu verstehen.

Art. 9. Jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Aktionärsversammlung der Gesellschaft oder eines Sub-Fonds treten, je nach Fall, alle Aktionäre der Gesellschaft oder des Sub-Fonds. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft oder des betreffenden Sub-Fonds bindend. Sie hat die weitestmöglichen Rechte, Maßnahmen in Bezug auf die Tätigkeiten der Gesellschaft zu bestimmen, durchzuführen oder zu ratifizieren.

Art. 10. Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre hat gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung genannten Platz in Luxemburg am ersten Montag im Februar um 11.00 Uhr stattzufinden. Sofern dieser Tag kein Bankwerktag in Luxemburg ist, hat die jährliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankwerktag in Luxemburg stattzufinden. Die jährliche Hauptversammlung kann, sofern außergewöhnliche Umstände dies in der absoluten und endgültigen Meinung des Verwaltungsrates erfordern, im Ausland stattfinden.

Sonstige Aktionärsversammlungen können an solchen Orten zu solchen Zeiten, wie in der Einladung angegeben, stattfinden.

Art. 11. Für Quoren und Fristen für die Einladung zu und die Führung der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft gelten, sofern hierin nichts anderes bestimmt ist, die gesetzlichen Bestimmungen.

Unter den in dieser Satzung festgehaltenen Beschränkungen verleiht jede Aktie eine Stimme. Ein Aktionär kann bei einer Aktionärsversammlung eine andere Person als seinen Vertreter schriftlich, fernschriftlich, durch Telegramm, Telex oder Telefax bestellen.

Sofern hierin oder gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, werden Beschlüsse bei ordnungsgemäß einberufenen Aktionärsversammlungen mit einfacher Mehrheit der ausgedrückten Stimmen gefasst. Körperschaften können Stimmrechtsmächtigungen durch ordnungsgemäß bevollmächtigte Vertreter erteilen.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen, die von Aktionären für die Teilnahme an Aktionärsversammlungen erfüllt werden müssen, festlegen.

Solange als das Aktienkapital in verschiedene Aktienklassen eingeteilt ist, können die Rechte einer Aktienklasse (sofern in den Ausgabebedingungen der Aktien dieser Aktienklasse nichts anderes bestimmt ist) gleichgültig, ob die Gesellschaft liquidiert wird oder nicht, nur mit Beschluss einer separaten Aktionärsversammlung der Aktionäre dieser Aktienklasse der mit zwei Dreitmehrheit der bei einer solchen separaten Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen gefasst werden muss, verändert werden. Für jede solche separate Versammlung gelten die Bestimmungen dieser Satzung in Bezug auf Aktionärsversammlungen mutatis mutandis, so dass das mindest notwendige Quorum bei jeder solchen separaten Aktionärsversammlung die Hälfte der Inhaber der Aktien dieser Aktienklasse, die persönlich oder durch Vollmacht anwesend sind (oder sofern bei einer vertagten Versammlung der Inhaber einer solchen Aktienklasse ein wie oben definiertes Quorum nicht anwesend ist, jede Person, die Aktien dieser Aktienklasse besitzt, die persönlich oder durch Vollmacht anwesend ist), beträgt.

Art. 12. Aktionärsversammlungen erfolgen auf Einladung des Verwaltungsrates mittels Einladung, die die Tagesordnung enthält, die zumindest acht Tage vor der Versammlung jedem Aktionär an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse des Aktionärs gesandt wurde, wobei die Gesellschaft die Erfüllung dieser Mitteilungspflicht nicht nachweisen muss, sofern ein Einladung ebenfalls gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechtes veröffentlicht wurde.

Solange Inhaberaktien in Umlauf sind, hat die Einladung darüber hinaus im Luxemburger Memorial Recueil Special des Sociétés et Associations, einer Luxemburger Tageszeitung und in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitung veröffentlicht zu werden. Sofern jedoch alle Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und sie erklären, dass sie über die Tagesordnung zur Gänze informiert sind, kann die Versammlung ohne erfolgte Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 13. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat, der aus nicht weniger als drei Mitgliedern besteht, geführt; Verwaltungsratsmitglieder müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein.

Sofern im folgenden nichts anderes bestimmt ist, werden die Verwaltungsratsmitgliedern von den Aktionären bei einer Aktionärsversammlung für einen Zeitraum, der bei der nächstfolgenden jährlichen Generalversammlung endet und bis ihre Nachfolger gewählt wurden und ihre Wahl angenommen haben oder sofern dies später ist bis zum Zeitpunkt einer solchen Wahl und Annahme, gewählt mit der Maßgabe, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluss der Aktionäre abgewählt und/oder ersetzt werden kann. Im Falle einer Vakanz im Amt eines Verwaltungsratsdirektors aufgrund von Tod, Rücktritt oder sonstigen Gründen können die übrigen Verwaltungsratsmitgliedern in Sitzung und durch Kooptierung im Wege eines Mehrheitsbeschlusses einen Verwaltungsratsmitglied für die vakante Verwaltungsratsposition bestimmen.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden, und kann aus seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, wählen, der für die Erstellung der Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates und der Aktionärsversammlungen verantwortlich ist. Der Verwaltungsrat tritt über Einladung von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Sofern ein Vorsitzender bestimmt ist, sitzt er den Aktionärsversammlungen und den Sitzungen des Verwaltungsrates vor, sofern kein Vorsitzender bestimmt wurde oder in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jede Person durch Mehrheitsbeschluss der bei der betreffenden Sitzung Anwesenden als Vorsitzenden pro tempore bestimmen.

Mit Ausnahme von Notfällen, die in diesem Fall in der Einladung zu der Sitzung anzugeben sind, sind Verwaltungsrats-sitzungen allen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens 24 Stunden vor dem für diese Sitzung festgelegten Termin mit schriftlicher Einladung bekanntzugeben.

Jeder Verwaltungsratsmitglied kann durch Einverständnis, das schriftlich, fernschriftlich, durch Telegramm, Telex oder Telefax gegeben werden kann, auf eine Einladung verzichten. Eine eigene Einladung ist für einzelne Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten, die im vorhinein in einem durch Beschluss Verwaltungsratsbeschluss festgelegten Terminplan bestimmt wurden, stattfinden, nicht notwendig.

Jeder Direktor kann für jede Verwaltungsratssitzung einen anderen Direktor zu seinem Stellvertreter bestellen, wobei die Bestellung schriftlich, fernschriftlich, durch Telegramm, Telex oder Telefax erfolgen kann. Verwaltungsratsmitgliedern können auch schriftlich, fernschriftlich, durch Telegramm, Telex oder Telefax ihre Stimme abgeben.

Verwaltungsratsmitgliedern können nur in ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrates tätig werden. Sofern dies nicht ausdrücklich durch Beschluss Verwaltungsratsbeschluss erlaubt ist, können Verwaltungsratsmitgliedern die Gesellschaft durch individuelle Handlungen nicht verpflichten.

Der Verwaltungsrat kann Verhandlungen oder Beschlüsse nur dann gültig fassen, wenn zumindest die Mehrheit der Verwaltungsratsmitgliedern anwesend (auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung) oder vertreten sind. Beschlüsse werden durch Beschluss Mehrheitsbeschluss der bei der betreffenden Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern gefasst. (Sitzungen können nicht rechtmäßig abgehalten werden, sofern die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern Personen sind, die ihren Wohnsitz im Vereinigten Königreich haben.)

Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch in Form eines Umlaufbeschlusses in identischen Ausfertigungen, der in einer oder mehreren Fassungen per Telex, Telegramm oder Telefax Nachricht (die in jedem dieser Fälle schriftlich bestätigt wird) von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wird, gefasst werden.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Leitungsmitglieder der Gesellschaft, darunter einen General Manager, einen Sekretär und einen oder mehrere stellvertretende General Manager, stellvertretende Sekretäre und sonstige Leitungsmitglieder, die für den Betrieb und die Leitung der Gesellschaft als notwendig erachtet werden, bestellen. Jede solche Bestellung kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Leitungsmitglieder müssen nicht Verwaltungsratsmitgliedern oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Die bestellten Leitungsmitglieder haben, sofern in dieser Satzung nichts anderes bestimmt ist, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse und Pflichten.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft und zur Durchführung von Maßnahmen zur Förderung des Gesellschaftsziels und -zwecks an physische Personen oder juristische Personen, die nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren. Der Verwaltungsrat kann auch jede seiner Rechte, Befugnisse und Entscheidungsermächtigungen an jedes Komitee, das aus einer oder mehreren Personen, die der Verwaltungsrat auswählt (ob Mitglied des Verwaltungsrates oder nicht) besteht, delegieren.

Art. 15. Die Protokolle von Verwaltungsratssitzungen werden von jener Person die den Vorsitz bei dieser Sitzung geführt hat, unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge von solchen Protokollen, die für gerichtliche oder sonstige Zwecke hergestellt werden, werden vom Vorsitzenden oder vom Sekretär oder von 2 Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Der Verwaltungsrat hat die weitest möglichen Rechte alle Administrations- und Durchführungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu setzen. Alle Rechte die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat hat das Recht alle Maßnahmen für die Gesellschaft, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten ist zu treffen und hat insbesondere das Recht die Gesellschaftspolitik und Investmentpolitik für Investitionen auf der Basis des Prinzips der Risikostreuung vorbehaltlich der durch Gesetz oder Vorschriften oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzten Investitionsbeschränkungen zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann seine Rechte, die täglichen Geschäfte und Tätigkeiten der Gesellschaft und seine Rechte, Maßnahmen in Ausführung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszwecks zu treffen, an natürliche oder juristische Personen, welche nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein müssen, und unter der Aufsicht des Verwaltungsrates handeln, delegieren.

Der Verwaltungsrat hat insbesondere das Recht, die Gesellschaftspolitik zu bestimmen. Die Durchführung der Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft hat keinen Einfluss auf jene Investitionen oder Tätigkeiten, die unter die Investitionsbeschränkungen, die vom Gesetz von 2002 oder durch Gesetze oder Vorschriften jener Länder, in denen die Aktien öffentlich angeboten werden oder die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen werden und in einem Prospekt in Bezug auf das Angebot von Aktien beschrieben werden fallen.

Art. 17. Die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitgliedern oder Leitungsmitglieder der Gesellschaft eine Beteiligung oder eine Position als Verwaltungsratsmitglied, Beteiligter Leitungsmitglied oder Mitarbeiter eines anderen Unternehmens oder Firma innehat hat keinen Einfluß und beeinträchtigt nicht die Wirksamkeit von Verträgen oder anderen Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem solchen Unternehmen oder Firma.

Für den Fall, dass ein Verwaltungsratsmitglied oder Leitungsmitglied der Gesellschaft persönliche Interessen in irgendeiner Transaktion der Gesellschaft hat, hat dieser Verwaltungsratsmitglied oder Leitungsmitglied dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis zu bringen und in der betreffenden Transaktion weder an Beratungen noch an Abstimmungen teilzunehmen und die betreffende Transaktion und die persönlichen Interessen des betreffenden Verwaltungsratsdirektors haben der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet zu werden.

Der Begriff "persönliche Interessen" im vorstehenden Abschnitt beinhaltet nicht Beziehungen mit oder persönliche Interessen in Angelegenheiten, Stellungen oder Transaktionen im Zusammenhang mit juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat in seinem freien Ermessen bestimmt werden.

Art. 18. Die Gesellschaft kann Verwaltungsratsmitgliedern oder Leitungsmitglieder sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Administratoren in Bezug auf Kosten, die ihnen in gutem Glauben in Bezug auf Klagen, Rechtsstreitigkeiten oder Verfahren entstehen, an denen sie aufgrund ihrer Position als Verwaltungsratsmitglied oder Leitungsmitglied der Gesellschaft oder, auf ihren Wunsch von anderen Gesellschaften an denen die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger die Gesellschaft ist und von denen sie nicht zu einer Entschädigung berechtigt sind, beteiligt sind, erwachsen schad- und klaglos halten.

Die betreffenden Personen werden unter allen Umständen schad- und klaglos gehalten mit Ausnahme von jenen Angelegenheiten, in denen sie in dem betreffenden Verfahren, endgültig grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlicher Verfehlungen für schuldig gefunden wurden; im Falle eines Vergleiches wird eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten, die vom Vergleich erfaßt sind erfolgen in Bezug auf welche die Gesellschaft von unabhängiger anwaltlicher Seite dahingehend beraten wird, dass die betreffende Person sich keiner solchen Pflichtenverletzung schuldig gemacht hat. Das im vorgehenden angeführte Recht auf Entschädigung schließt keine anderen Rechte die der betreffenden Person zustehen aus.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Direktoren und dem Vorsitzenden oder durch die gemeinsame Unterschrift von jedem Verwaltungsratsmitglied und jeder Person, an die der Verwaltungsrat Rechte übertragen hat, verpflichtet.

Art. 20. Die Aktionärsversammlung der Gesellschaft hat einen "réviseur d'entreprises agréé", der die gesetzlich vorgeschriebenen Maßnahmen durchzuführen hat zu bestellen.

Art. 21. Jeder Aktionär kann zu jeder Zeit die Rücknahme seiner Aktien verlangen.

Wie im folgenden detailliert dargelegt hat die Gesellschaft das Recht zu jeder Zeit im Rahmen der gesetzlichen Beschränkungen ihre eigenen Aktien zurückzunehmen. Der Rücknahme jeder Aktie entspricht dem von der Gesellschaft festgestellten Wert pro Aktie der Nettoaktiva.

Jeder Aktionär kann die Rücknahme eines Teiles oder alle seiner Aktien durch die Gesellschaft mit der Maßgabe verlangen, dass die Gesellschaft nicht verpflichtet ist, an irgendeinem Bewertungstag (wie im folgenden definiert) mehr als 10% der Anzahl der Aktien die sich auf einen zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Sub-Fonds beziehen, zurückzunehmen.

Diese Beschränkung gilt für alle Aktionäre, die ihre Aktien in diesem Sub-Fonds zur Rücknahme an diesem Bewertungstag angeboten haben im Verhältnis zu den Aktien, die von ihnen in diesem Sub-Fonds zur Rücknahme angeboten wurden.

Die Rücknahme kann von der Gesellschaft für nicht mehr als sieben Bewertungstage nach dem Datum des Erhalts des Rücknahmeantrages (jeweils nach Maßgabe der vorangeführten Beschränkung) verschoben werden. Im Falle der Verschiebung von Rücknahmen haben die betreffenden Aktien zu jenem Nettoaktivawert pro Aktie zurückgenommen zu werden, der an jenem Tag, an dem die Rücknahme durchgeführt wird, gilt.

Für diesen Zweck gelten Umtausche als Rücknahme.

Der Rücknahmepreis hat üblicherweise innerhalb von fünf Bankwerktagen nach dem betreffenden Bewertungstag oder an dem Tag an dem Aktienzertifikate (sofern ausgegeben) von der Gesellschaft erhalten werden sofern dieser Tag später ist bezahlt werden und hat auf dem, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 23 dieser Satzung bestimmten Nettoaktivawert pro Aktie abzüglich einer eventuell vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rücknahmegebühr, zu beruhen.

Sofern in außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des in Bezug auf den Sub-Fonds dessen Aktien rückgelöst werden gehaltenen Portfolios nicht ausreicht um die Zahlung innerhalb dieser Periode zu ermöglichen hat die betreffende Zahlung sobald als sinnvollerweise möglich danach, jedoch ohne Zinsen, zu erfolgen.

Jeder solche Antrag muss von jenem Aktionär schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei einer sonstigen Person oder Einheit, die von der Gesellschaft zu ihrem Vertreter für die Rücknahme von Aktien bestimmt wurde, eingereicht oder bestätigt werden.

Das oder die Aktienzertifikate müssen in ordnungsgemäßer Form und begleitet von ordnungsgemäßen Nachweis der Übertragung der Aktien muss von der Gesellschaft oder ihrem für diesen Zweck bestellten Vertreter erhalten werden, bevor der Rücknahmepreis gezahlt werden kann.

Von der Gesellschaft zurückgenommene Aktien werden entwertet.

Art. 22. Der Nettoaktivawert pro Aktie (der "Nettoaktivawert") und der Ausgaberrücknahmepreis von Aktien jeder Klasse hat von der Gesellschaft mindestens 1 x monatlich entsprechend den Beschlüssen des Verwaltungsrates (wobei jeder solche Tag oder solche Zeit an dem der Wert bestimmt wird im folgenden als "Bewertungstag" bezeichnet wird) bestimmt zu werden jedoch derart, dass kein Bankfeiertag in Luxemburg ein Bewertungstag ist.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoaktivawertes und die Ausgabe, Rücknahme oder Umtausch von Aktien jedes Sub-Fonds aussetzen:

(h) Während jeder Periode in der ein Markt- oder Börse an der ein maßgeblicher Teil der Investitionen eines Sub-Fonds gehandelt oder notiert sind aus anderen Gründen als für normale Feiertage geschlossen ist, oder während der Handel beschränkt oder ausgesetzt ist; oder

(i) während der Dauer eines Zustandes, der einen Notstand darstellt, aufgrund dessen der Verkauf oder die Bewertung von Aktiva eines Sub-Fonds der Gesellschaft nicht sinnvoll oder ohne maßgebliche Beeinträchtigung der Interessen der Aktionäre der Gesellschaft durchführbar ist; oder

(j) während jedes Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel die üblicherweise für die Bestimmung der Preise oder des Wertes von Investments eines Sub-Fonds oder der aktuellen Preise auf einer Börse verwendet werden; oder

(k) während jeder Periode, in der die Überweisung von Geldern die in der Realisierung von oder in der Zahlung für Investitionen des Sub-Fonds benötigt werden oder können nicht möglich ist, oder nicht zu normalen Preisen oder Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

(l) während jeder Periode, in der nach Meinung der Verwaltungsratsmitgliedern ungewöhnliche Umstände herrschen, aufgrund derer es unpraktisch oder unfair gegenüber den Aktionären wäre, in den Aktien eines Sub-Fonds weiter zu handeln; oder

(m) im Falle eines Beschlusses die Gesellschaft zu liquidieren am oder nach dem Tag an dem die Generalversammlung für diesen Zweck einberufen wird, veröffentlicht wird;

(n) im Falle der Aussetzung des Handels gemäß den Bestimmungen von Art. 27.

Aktionäre, die die Rücknahme ihrer Aktien verlangt haben, haben von einer solchen Aussetzung innerhalb von sieben Tagen ihres Antrages informiert zu werden und werden unmittelbar von der Beendigung einer solchen Aussetzung informiert.

Die Aussetzung in Bezug auf einen Fonds hat auf die Berechnung des Nettoaktivawertes und die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Aktien jedes anderes Sub-Fonds keinen Einfluss.

Art. 23. Der Nettoaktivawert jeder Aktie ist in der betreffenden Handelswährung jedes Sub-Fonds als Wert pro Aktie auszudrücken und hat in Bezug auf jeden Bewertungstag durch Division der Nettoaktiva der Gesellschaft, d.i. der Wert der Aktiva der Gesellschaft die dem betreffenden Sub-Fonds entsprechen abzüglich der Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Sub-Fonds zuzuordnen sind, durch die in Umlauf befindliche Anzahl von Aktien des betreffenden Sub-Fonds, ermittelt zu werden.

Die Bewertung des Nettoaktivawerts von Aktien hat wie folgt zu erfolgen:

A. Die Aktiva in jedem Sub-Fonds der Gesellschaft umfassen:

a) Cash und Cash-äquivalente (Kontostände und Forderungen) inklusive Stückzinsen;

b) alle Wechsel- und kurzfristige Schuldpapiere und alle Forderungen (inklusive zu erhaltende Erträge aus Wertpapierverkäufen);

c) alle Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Optionen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine der Marktwert aller offenen Positionen und sonstigen Investitionen und Wertpapiere, die der Gesellschaft gehören;

d) alle Dividenden und der Gesellschaft geschuldeten Ausschüttungen in bar oder in Specie in dem Ausmaß in dem sie der Gesellschaft bekannt sind (die Gesellschaft kann allerdings die Bewertung im Ausmaß von Veränderungen im Marktpreis von Wertpapieren aufgrund von Handelsusancen wie dem Handel ex Dividenden oder ex Bezugsrechte anpassen);

e) alle Stückzinsen auf alle verzinslichen Wertpapiere der Gesellschaft mit Ausnahme jenes Ausmaßes in dem die betreffende Verzinsung in Nominale dieser Wertpapiere enthalten ist;

f) die Errichtungskosten der Gesellschaft in dem Ausmaß in dem diese nicht abgeschrieben wurde mit der Maßgabe, dass solche Errichtungskosten direkt zu Lasten des Kapitals der Gesellschaft abgeschrieben werden können; und

g) alle anderen Aktiva jeder Art inklusive vorbezahlte Ausgaben.

Der Wert solcher Aktiva wird wie folgt bestimmt:

1. Der Wert von Cash-Depots oder Forderungen, Wechsel- und kurzfristiger Schuldpapiere und Forderungen aus Lieferung und Leistung, vorbezahlter Ausgaben, Cash-Dividenden und Zinsen, die wie oben bestimmt, beschlossen oder als Stückzinsen in Anrechnung gebracht worden sind aber noch nicht bezahlt wurden, entspricht dem vollen Wert dieser Aktiva ausgenommen insofern als es unwahrscheinlich ist, dass der volle Wert bezahlt oder erhalten werden wird in welchem Fall der Wert nach Abzug eines Diskonts der von den Verwaltungsratsmitgliedern als notwendig erachtet wird um den wahren Wert dieses Aktivums darzustellen bestimmt wird;

2. Wertpapiere des Portfolios die an einer offiziellen Börse notieren oder auf einem regulierten oder organisierten Markt gehandelt werden, werden auf der Basis des letzten verfügbaren Preises zu dem diese Wertpapiere gehandelt wurden, der von einem von den Verwaltungsratsmitgliedern genehmigten Preislieferungsdienst geliefert wurde, ermittelt. Sofern diese Preise nicht dem fairen Marktwert entsprechen, können solche Wertpapiere sowie alle Portfoliowertpapiere, die nicht so notiert oder gehandelt werden nach Treu und Glauben und unter der Anleitung der Verwaltungsratsmitgliedern vorsichtig bewertet werden;

3. Der Wert von Terminkontrakten und/oder Optionen, die an einer Börse oder einem sonstigen regulierten oder organisierten Markt notieren oder gehandelt werden beruht auf dem letzten von einem genehmigten Informationssystem (d.h. REUTERS, Telerate, Telekurs) am betreffenden Bewertungstag quotierten Preis.

Sofern irgendwelche Wertpapiere, Terminkontrakte oder Optionen des Portfolios der Gesellschaft am betreffenden Tag nicht an einer Börse oder einem sonstigen regulierten oder organisierten Markt quotiert oder gehandelt werden, oder sofern in Bezug auf Wertpapiere, Terminkontrakte oder Optionen, die an einer Börse notiert oder gehandelt werden oder auf einem sonstigen regulierten oder organisierten Markt gehandelt werden, der entsprechend den vorgehenden Absatz ermittelte Preis nicht dem fairen Marktpreis der betreffenden Wertpapiere entspricht, hat der Wert dieser Wertpapiere, Terminkontrakte oder Optionen auf der Basis des sinnvoll vorhersehbaren Verkaufspreises vorsichtig und in Treu und Glauben ermittelt zu werden.

Die Verwaltungsratsmitgliedern könne in ihrem Ermessen andere Bewertungsmethoden erlauben falls sie der Meinung sind, dass eine solche Bewertung besser den fairen Wert eines Aktivums wiedergibt. Die Verwaltungsratsmitgliedern können sich auf die Bestätigung des Principal Broker und seiner Beteiligungsgesellschaften in Bezug auf den Wert der Aktiva die für das Konto der Gesellschaft gehalten werden, verlassen. Die Einnahmen und Ausgaben der Gesellschaft werden nach dem Anfallsprinzip ermittelt.

4. Die Bewertung von Anteilen oder Aktien anderer offener Investmentfonds entspricht dem zuletzt nach den Richtlinien dieser Investmentfonds festgestellten Preis.

5. Aktiva oder Verbindlichkeiten in anderen Währungen als jener in der der Nettoaktivawert des betreffenden Sub-Fonds ausgedrückt wird, werden zu dem oder den Marktkursen oder Wechselkursen, die am betreffenden Tag und betreffenden Zeitpunkt für die Ermittlung des Nettoaktivawertes gelten, umgerechnet.

B. Die Verbindlichkeiten eines Sub-Fonds der Gesellschaft umfassen:

(a) alle Ausleihungen, Wechsel- und sonstige fällige Zahlungen;

(b) die Gebühren der Depotbank, der Broker, des Trading Administrators, des Trading Managers, des Trading Advisors, des Registrars, Transfer Agent, Domiciliary, Corporate und Administrative Agent; alle sonstige Betriebskosten inklusive aber nicht beschränkt auf Kosten für den Kauf und Verkauf von Wertpapieren offizieller Gebühren, Rechts- und Prüfungsgebühren, Zinsen, Kosten der Berichte, Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Vertrieb von Zwischen- und Jahresberichten, Postgebühren, Telefon und Telex; angemessene Marketing- und Werbeausgaben;

(c) alle bekannten, fälligen oder noch nicht fälligen Verbindlichkeiten inklusive von beschlossenen aber noch nicht bezahlten Dividenden;

(d) eine angemessene Rückstellung für Steuern am Tag der Bewertung und sonstige von den Direktoren genehmigten Rückstellungen oder Rücklagen; und

(e) alle sonstigen Verbindlichkeiten jeder Art der Gesellschaft gegenüber Dritten.

Zum Zweck der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft ordnungsgemäß alle administrativen und sonstigen Kosten, die regelmäßig oder periodisch anfallen, der Gestalt in Betracht ziehen, dass sie diese für das gesamte Jahr oder jeden anderen Zeitraum bewertet und die betreffende Summe anteilmäßig auf die relevanten Teile der betreffenden Periode aufteilt.

C. Für den Zweck der Bewertung gemäß diesem Artikel gilt folgendes:

(a) zurückzunehmende Aktien haben am Bewertungstag an dem die betreffende Bewertung zu erstellen ist, als bis unmittelbar nach dem festgesetzten Zeitpunkt als im Umlauf befindlich behandelt zu werden und von diesem Zeitpunkt an und bis zur Zahlung des Rücknahmepreises als Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt zu werden;

(b) alle Investitionen, Cash-Guthaben und sonstige Aktiva die in einer anderen Währung als jener in der der Nettoaktivwert des betreffenden Sub-Fonds bewertet wird, ausgedrückt sind haben unter Berücksichtigung des Marktpreises oder Wechselkurses das zu dem Datum und Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoaktivwertes der Aktien in Kraft ist, bewertet zu werden; und

(c) in dem Ausmaße in dem dies praktisch durchführbar ist, sind an jedem Bewertungstag Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die von der Gesellschaft an einem solchen Bewertungstag abgeschlossen wurden, in Betracht zu ziehen.

D. Für jede Aktienklasse, der Aktiva und Verbindlichkeiten und Einnahmen und Ausgaben eines Sub-Fonds zuzuordnen sind, wird ein separater Sub-Fonds von Aktiva gehalten auf den die folgenden Bestimmungen anzuwenden sind:

(a) die Erträge aus der Ausgabe und Zuteilung von Aktien jedes Sub-Fonds werden in den Büchern der Gesellschaft dem Portfolio von Aktiva, das für jenen Sub-Fonds errichtet wurde, zugeordnet und Aktiva und Verbindlichkeiten und Einnahmen und Ausgaben in Bezug darauf werden jenem Portfolio unter dem im folgenden in diesem Artikel angeführten Bedingungen zugeordnet;

(b) sofern ein Aktivum von einem anderen Aktivum abgeleitet ist, hat ein solches abgeleitetes Aktivum in den Büchern der Gesellschaft demselben Portfolio wie die Aktiva von denen es abgeleitet wurde, zugeordnet zu werden und bei jeder Neubewertung von Aktiva hat die Aufoder Abwertung dem entsprechenden Portfolio zugeordnet zu werden;

(c) sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit in Bezug auf ein Aktivum eines bestimmten Portfolios oder in Bezug auf eine Tätigkeit die im Zusammenhang mit einem Aktivum eines bestimmten Portfolios eingegangen wurde, eingetragene hat die Verbindlichkeit dem betreffenden Portfolio zugeordnet zu werden;

(d) sofern ein Aktivum oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als einem bestimmten Portfolio zugehörig betrachtet werden kann, hat dieses Aktivum oder diese Verbindlichkeit allen Portfolios prorata des Nettoaktivwertes jedes Portfolios zugeordnet zu werden mit der Maßgabe, dass alle Verbindlichkeiten, gleichgültig welchem Portfolio sie zuordenbar sind, sofern nichts anderes mit den Gläubigern vereinbart oder von Zeit zu Zeit gesetzlich bestimmt ist, die Gesellschaft als Ganze verpflichten. Der Verwaltungsrat hat Maßnahmen zu ergreifen, damit, wann immer dies angemessen ist, der Rückgriff von Gläubigern auf die Aktiva des betreffenden Sub-Fonds beschränkt ist.

(e) Am Stichtag der für die Bestimmung der Dividendenberechtigung von Aktionären maßgeblich ist, hat der Nettoaktivwert des betreffenden Sub-Fonds um den Betrag der betreffenden Dividende reduziert zu werden.

Art. 24. Wann immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet hat der Preis pro Aktie zu dem diese Aktien angeboten und verkauft werden, auf dem Nettoaktivwert pro Aktie des betreffenden Sub-Fonds wie weiter oben definiert zuzüglich einer Zeichnungsgebühr (sofern und in der Höhe in der die Verwaltungsratsmitglieder dies beschließen) zu beruhen und jegliche Vergütung an Vertriebsagenten hat aus dem hinzuzurechnenden Ausgabeaufschlag (der den Betrag der gesetzlich zulässig ist nicht übersteigen darf) bezahlt zu werden. Der so bestimmte Preis (der "Ausgabepreis") ist innerhalb einer von den Verwaltungsratsmitgliedern zu bestimmenden Frist, die vier Bankwerktagen nach dem Datum an dem die Aktien zugeteilt wurden nicht übersteigen darf, zahlbar.

Die Bezahlung des Ausgabepreises kann mit Zustimmung des Verwaltungsrates und vorbehaltlich aller anwendbaren Gesetze insbesondere in Bezug auf Sonderprüfungsberichte die den Wert aller in Natura zugewendeter Aktiva bestätigen, durch Übertragung von Wertpapieren, die für den Verwaltungsrat akzeptabel sind und in Übereinstimmung mit der Investmentpolitik und den Investitionsbeschränkungen der Gesellschaft sind, erfolgen.

Art. 25. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober jeden Jahres und endet am dreißigsten September desselben Jahres.

Die Bücher der Gesellschaft sind in EURO zu führen. Eine gedruckte Kopie des Jahresabschlusses inklusive einer Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung, des Berichts des Verwaltungsrates und der Einladung zur jährlichen Generalversammlung wird den Namensaktionären zugesandt oder nicht weniger als 15 Tage vor jeder jährlichen Generalversammlung veröffentlicht werden.

Art. 26. Die Aktionärsversammlung der betreffenden Sub-Fonds hat auf Vorschlag des Verwaltungsrats in Bezug auf den Sub-Fonds zu bestimmen, wie der Jahresüberschuss zu verwenden ist. Der Jahresüberschuss der Gesellschaft kann, vorbehaltlich des Erhalts des Minimumkapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5, ausgeschüttet werden.

Zwischendividenden können über Beschluss des Verwaltungsrates auf Aktien jedes Sub-Fonds ausgeschüttet werden.

Die beschlossenen Dividenden werden üblicherweise in jener Währung in der der betreffende Sub-Fonds ausgedrückt ist, bezahlt werden oder ausnahmsweise in einer anderen vom Verwaltungsrat gewählten Währung und werden an jenem Ort und zu jener Zeit, die vom Verwaltungsrat, der auch einen endgültigen Beschluss in Bezug auf den Wechselkurs der

auf die Umrechnung von Dividenden in die Währung in der sie bezahlt werden treffen kann, bestimmt wird, bezahlt werden.

Art. 27. Ausgaben, Rücknahmen und Umtausche in Bezug auf einen SubFonds werden ausgesetzt sobald der Sub-Fonds Handelsverluste die seinen Nettoaktivawert pro Aktie auf weniger als 50% des vorhergehenden höchsten Nettoaktivawertes pro Aktie reduzieren erleidet. In diesem Fall werden alle bestehenden Verträge und Optionen liquidiert und bis zum Datum der im folgenden Absatz angeführten Aktionärsversammlung keine Handelstätigkeit erfolgen.

Im Falle einer Einstellung des Handels aufgrund der vorhergehenden Bestimmungen werden alle Aktionäre des betreffenden Sub-Fonds innerhalb von 40 Tagen nach dem Aussetzungsdatum zu einer separaten Aktionärsversammlung geladen um mit 3/4 Mehrheit der im Umlauf befindlichen Aktien dieses Sub-Fonds über die Schließung dieses SubFonds oder seine Verschmelzung mit einem anderen Sub-Fonds zu beschließen. Im Falle der Nichtliquidierung und Nichtverschmelzung des Sub-Fonds aufgrund des Beschlusses der Aktionäre wird die Aussetzung unmittelbar aufgehoben.

Art. 28. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft hat die Liquidation durch einen oder mehreren Liquidatoren (die physische oder juristische Personen sein können) die von der die Auflösung durchführenden Aktionärsversammlung benannt werden und die auch ihre Rechte und Vergütungen zu bestimmen hat, zu erfolgen. Der Nettoerlös der Liquidation der jeder Aktienklasse entspricht hat von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihres Aktienanteils an diesem Sub-Fonds verteilt zu werden.

Summen die bei Beendigung der Liquidation nicht von Aktionären beansprucht wurden werden bei der "Caisse de Consignations" auf Treuhandkonten verlegt. Summen, die innerhalb der Ausschlussfrist von den Treuhandkonten nicht beansprucht wurden, können im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts dem Verfall unterliegen.

Falls das Kapital unter 2/3 des Minimumkapitals fällt, sind die Verwaltungsratsmitgliedern gesetzlich verpflichtet der Generalversammlung einen Beschluss, die Auflösung der Gesellschaft zu überlegen, vorzulegen. Die Aktionärsversammlung bedarf keines Quorums und der Beschluss, die Gesellschaft zu liquidieren kann durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefaßt werden.

Sofern das Kapital unter 1/4 des Minimumkapitals fällt, sind die Verwaltungsratsmitgliedern weiter gesetzlich verpflichtet der Generalversammlung einen Beschluss, die Auflösung der Gesellschaft zu überlegen, vorzulegen. Diese Aktionärsversammlung bedarf keines Quorums und der Beschluss, die Gesellschaft zu liquidieren kann durch 1/4 (ein Viertel) der anwesenden oder vertretenen Aktien jedes Sub-Fonds gefaßt werden.

Sofern für einen Zeitraum von 30 aufeinanderfolgenden Tagen der Nettoaktivawert der Aktiva eines Sub-Fonds aus irgendeinem Grund niedriger als 1.000.000,- EURO oder im Falle eines in einer anderen Währung als in EUR denominierten Sub-Fonds dem Äquivalent dieses Betrags in jener Währung, ist oder sofern der Verwaltungsrat des aufgrund von Veränderungen in der wirtschaftlichen oder politischen Situation in Bezug auf einen Sub-Fonds für angemessen erachtet, kann der Verwaltungsrat nach Mitteilung an die betreffenden Aktionäre mit 30-tägiger Frist alle (aber nicht nur einige) Aktien des betreffenden Sub-Fonds an dem auf in der Verständigung genannten Termin nächst folgenden Bewertungstag zu dem Nettoaktivawert der erwartete Realisierungs- und Liquidationskosten berücksichtigt aber ohne sonstiger Rücknahmekosten zurücknehmen oder diesen Sub-Fonds mit jeden anderen Sub-Fonds der Gesellschaft oder mit einem sonstigen Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) verschmelzen.

Die Beendigung eines Sub-Fonds mit Zwangsrücknahme aller betreffenden Aktien oder die Verschmelzung mit einem anderen SubFonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Luxemburger OGA aus anderen Gründen als der Mindestgröße seiner Aktiva oder von Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Situation die den betreffenden Sub-Fonds betreffen, können nur nach vorheriger Zustimmung der Aktionäre des zu beendenden oder verschmelzenden Sub-Fonds, die bei einer ordnungsgemäß einzuberufenden Aktionärsversammlung, die rechtmäßig ohne Quorum und mit einer Mehrheit von 50% der anwesenden oder vertretenen Aktien beschließen kann, zu treffen ist, erfolgen.

Eine so vom Verwaltungsrat beschlossene und von den Aktionären des betreffenden Sub-Fonds genehmigte Verschmelzung ist für die Aktionäre des betreffenden Sub-Fonds nach einer mit 30 Tage Frist zu gebender Vorankündigung innerhalb derer Aktionäre ihre Aktien ohne Rücknahmekosten rüchlösen können, bindend. Die Gesellschaft hat eventuelle Inhaber von Inhaberaktien durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen zu informieren sofern nicht alle Aktionäre und deren Adresse dem Verwaltungsrat bekannt sind.

Alle bei Beendigung eines Sub-Fonds von den Aktionären nicht beanspruchten Summen werden für einen Zeitraum der 6 Monate nach dem Datum der Beendigung der Liquidation nicht überschreiten darf bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Summen bei der "Caisse de Consignations" hinterlegt.

Art. 29. Diese Satzung kann von Zeit zu Zeit unter den in den Luxemburger Gesetzen vorgesehenen Quoren und Mehrheitsbedingungen von einer Aktionärsversammlung geändert werden.

Art. 30. Für alle von dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften samt Änderungen sowie das Gesetz.

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung mit 646 Stimmen gegen 5 Enthaltungen, beschliesst Kenntnis zu nehmen des Rücktritts der Herren Serge D'ORAZIO, André Schmit, Hannes Saleta und Johann Kernbauer als Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung vom 15. Juli 2008.

Elfter Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen beschließt als Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung vom 15. Juli 2008 für einen Zeitraum bis zur jährlichen Generalversammlung des Jahres 2009 zu ernennen:

Herr Rolf MAJCEN, geboren am 26. Juli 1966 in Johannesburg, Südafrika, wohnhaft in 12, Schottenring, 1010 Wien, Österreich,

Herr Thomas BERGEN, geboren am 24. September 1967 in Linz, Österreich, wohnhaft in 12, Schottenring, 1010 Wien, Österreich

und Herr Harald WANKE, geboren am 23. November 1953 in Innsbruck, wohnhaft in 8-10, Franz-Josef-Strasse, 6130 Schwaz, Österreich.

Zwölfter Beschluss

Die Generalversammlung mit 651 Stimmen, beschließt Herrn Rolf Majcen, vorbenannt mit Wirkung vom 15. Juli 2008 und für den selben Zeitraum als Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu ernennen.

Mangels weiterer Tagesordnungspunkte wurde die Hauptversammlung beendet.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. WOLTER-SCHIERES, A. BRAQUET, L. FREICHEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41498. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 14. November 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008151079/242/750.

(080178608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Michiko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 30.233.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2008

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2008 les actionnaires ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

L'assemblée prend note de la démission de la société Arend & Partners S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes avec effet au 31 décembre 2007.

L'assemblée a nommé nouveau commissaire aux comptes pour une durée de six ans, la société Arend Consult S.à r.l., avec siège social à L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare, avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2013.

L'assemblée a nommé nouvel administrateur-délégué pour une durée de six ans, Madame Sylvie Winkin-Hansen, demeurant à L-9647 Doncols, 28, Duerfstrooss, avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2013.

L'assemblée autorise le conseil d'administration de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière, y inclus les actes de disposition immobilière, individuellement à Madame Sylvie Winkin-Hansen, de sorte qu'elle a le pouvoir d'engager la société par sa seule signature, même pour les actes de disposition immobilière.

N. AREND

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008148695/8537/24.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07368. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080175235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Whale Bay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 143.196.

STATUTS

L'an deux mille huit,

Le dix-neuf novembre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1.- "TRIPLE F LIMITED", société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Tortola (Iles Vierges Britanniques),

représentée par Mademoiselle Sabine LEMOYE, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration générale, déposée au rang des minutes du notaire instrumentaire, suivant acte du 15 mai 2007, enregistré à Luxembourg A.C., le 16 mai 2007, LAC / 2007 / 8685,

2.- "FFF LIMITED", société de droit de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ayant son siège social à Kingstown (Saint-Vincent), Trust House, 112, Bonadie Street,

représentée par Mademoiselle Sabine LEMOYE, prénommée,

en vertu d'un acte de dépôt de documents, reçu par le notaire instrumentaire, en date du 15 mai 2007, enregistré à Luxembourg A.C., le 16 mai 2007, LAC / 2007 / 8689.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "WHALE BAY S.A."

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00), divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la société,

sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente et un décembre deux mille neuf.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième vendredi du mois de juin de chaque année à quatorze heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- "TRIPLE F LIMITED", prénommée, cent cinquante-cinq actions	155
2.- "FFF LIMITED", prénommée, cent cinquante-cinq actions	155
Total: trois cent dix actions	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été apportée au notaire qui le constate.

Constatacion

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre mille euros (EUR 4.000,00).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Claude FABER, licencié en sciences économiques et sociales, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

b) Monsieur Lionel CAPIAUX, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

c) Mademoiselle Jeanne PIEK, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille quatorze.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire:

"REVILUX S.A.", société anonyme, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille quatorze.

3.- Le siège social est établi à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Lemoye, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 novembre 2008. LAC / 2008 / 46770. Reçu à 0,5%: cent cinquante-cinq euros (155 €)

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Emile SCHLESSER.

Référence de publication: 2008151052/227/142.

(080178564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Jam Investment Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 87.493.

Cession de parts sociales

Le capital social de la société JAM INVESTMENT GROUP S.à r.l., représenté par 500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune, est, suite à la cession de 250 parts du 1^{er} juillet 2005, entre:

le Cédant, Monsieur Bo Märten Johner, demeurant à Götgatan 61, S-116 21 Stockholm, détenant 500 parts

et le Bénéficiaire, Madame Agneta Johner, demeurant à Götgatan 61, S-11621 Stockholm

détenu comme suit:

- Monsieur Bo Märten Johner, 250 parts sociales

- Madame Agneta Johner, 250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151613/1682/19.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01119. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.